

Colloque International

L'homme

et la

forêt tropicale



X èmes Journées
de la Société d'Écologie Humaine



26 27 28 novembre 98

Université de Provence - Centre Saint Charles - Marseille - France

Organisé par

La Société d'Ecologie Humaine
l'UMR 6578 Adaptabilité Humaine : Biologie et Culture
CNRS -Université de la Méditerranée
Le programme Avenir des Peuples des Forêts Tropicales
(UE, DGVIII)

Avec le soutien

de l'Union Européenne (DG VIII)
du Programme Environnement, Vie, Société (C.N.R.S.)
de l'I.U.P. Entes (Université de Provence)
du Conseil Général des Bouches-du-Rhône

Sous la responsabilité de

Serge Bahuchet, Daniel Bley, Hélène Pagezy, Nicole Vernazza-Licht

Comité scientifique

E. Akoto (Yaoundé, Cameroun)
S. Bahuchet (Paris, France)
D. Bley (Marseille, France)
B. Brun (Marseille, France)
P. De Maret (Bruxelles, Belgique)
J. Delmont (Marseille, France)
E. Dounias (Yaoundé, Cameroun)
A. Froment (Orléans, France)
C.M. Hladik (Brunoy, France)
P. Grenand (Orléans, France)
O. Mandjeck (Yaoundé, Cameroun)
D. McKey (Montpellier, France)
H. Pagezy (Marseille, France)
G. Persoon (Leiden, Pays-Bas)
W. Schiefenhoevel (Munich, Allemagne)
T. Trefon (Bruxelles, Belgique)
N. Vernazza-Licht (Marseille, France)

PROGRAMME SCIENTIFIQUE
ET
RESUMES DES INTERVENTIONS

Xèmes Journées
de la Société d'Ecologie Humaine
L'homme et la Forêt Tropicale
26-27-28 novembre 1998

PROGRAMME DES JOURNEES

JEUDI 26 NOVEMBRE

08h 00 Accueil des participants

09h 00 Ouverture :

Claude Monleau (*directeur du département Environnement, Technologies, Société de l'Université de Provence*)
et **Bernard Brun** (*président de la Société d'Ecologie Humaine*)

Introduction : *Serge Bahuchet, Daniel Bley, Hélène Pagezy et Nicole Vernazza*

09h 30 - 12h 30 / Session 1 : Perceptions et représentations de la forêt

9h 30 - 10h 30

Marie Fleury

Perception et représentation du végétal : approche comparative chez les Amérindiens wayana et les Noirs marrons aluku de Guyane française.

Claudine Friedberg

Les relations aux ancêtres aujourd'hui et la gestion de la forêt tropicale en Indonésie de l'Est.

Bernard Sellato

Les peuples traditionnels, les ONG et la manipulation de l'image des interactions entre société et milieu naturel.

10h 30 - 11h pause

11h - 12h 30

Floréal Jimenez

L'écran de la forêt vierge ou le paysage improbable.

Stephanie Klappa

How does indigeneous sylviculture relate to logging and cash cropping ? Temporal and perceptional differences in land use patterns

David Ellis

Perceptions of people who live in forest areas in Papua New Guinea by practitioners of « conservation » and « small scale timber harvesting ».

Robert Wessing

The sacred grove : villages and the owners of the forest in West Java, Indonesia.

14h - 17h 30 / Session 2 : Activités humaines et impact sur le milieu

14h - 15h 45

Serge Cogels et Patrick Pasquet

Gestion du temps et mobilité spatiale chez les Ntumu du Sud Cameroun.

Christian Leclerc

Le bilan énergétique d'une relation : l'apport en main d'oeuvre baka dans l'agriculture villageoise.

Edmond Dounias

Le câble pris au piège du conservateur : technologie du piégeage et production cynégétique chez les Mvae du Sud Cameroun forestier.

Stéphanie Carrière et Doyle McKey

Les grands arbres épargnés dans les champs : un moteur de régénération. Etude d'une pratique agricole au Sud Cameroun.

Jean Maley

*L'expansion du palmier à huile (*Elaeis guineensis*) en Afrique centrale au cours des trois derniers millénaires: nouvelles données et interprétations.*

15h 45 - 16h 15 pause

16h 15 - 18h 00

Fabienne Tzerikiantz

Quand la culture du taro devient saisonnière : facteurs géographiques, écologiques et culturels d'un possible retour aux rivières, Côte Ouest de Santo, Vanuatu.

Florence Brunois

Rôle des recherches ethnoécologiques dans la préservation des forêts tropicales en Papouasie Nouvelle Guinée.

Geneviève Michon

Cultivating the forest : silva, ager or hortus ?

Sandrine Manusset

La question des abattis à St Georges-de-l'Oyapock (Guyane française).

Pierre Grenand, Françoise Grenand et François Ouhoud-Renoux

Entre Fleuve et Forêt : Stratégies adaptatives du peuplement wayâpi depuis le XVIII^e siècle

18h 30 TABLE RONDE

Quel avenir pour les peuples des forêts tropicales ?

Avec la participation de :

Pierre de Maret (responsable du programme de l'Union Européenne « Avenir des Peuples des Forêts Tropicales »)

Serge Bahuchet (ethnoécologue, LACITO, Directeur de recherche au CNRS)

Jean Delmont (président de l'Institut pour le Développement Sanitaire en Milieu Tropical)

Patrick Baudot (président de l'Association des Etudiants en Génie de l'Environnement pour le Développement Durable)

Animée par : **Alain Froment** (Laboratoire ERMES, ORSTOM)

VENDREDI 27 NOVEMBRE

9h - 12h 45 / Session 3 : Gestion du milieu et dynamique du changement

9h - 10h 30

Norbert Gami

Les activités humaines dans les terroirs coutumiers, un enjeu non négligeable dans l'élaboration des plans d'aménagement des aires protégées : le cas des villages situés en périphérie du Parc National d'Odzala au Nord du Congo-Brazzaville.

Claudine Angoué

Coexistence des populations avec la réserve de faune de la Lopé, Gabon.

Adonis Milol

Gestion des forêts communautaires au Cameroun : vers une nouvelle hiérarchisation du pouvoir traditionnel.

Ronan Balac

Les économies pionnières prédatrices du milieu forestier : le cas de l'économie de plantation en Côte d'Ivoire; l'enjeu de la stabilisation des agricultures.

10h 30 - 11h pause

11h - 12h 45

Herwig Cleuren

Actors of tropical deforestation in the Brazilian Amazon

Christin Kocher-Schmid

Presentation of the APFT research project "the Social Context and Impact of the Vanimo Timber Project".

Marie Mellac et Georges Rossi

Politiques publiques, minorités montagnardes et déforestation au Nord Vietnam.

Jean Michel Marchetti

Evènement Enso 1997-98, activité anthropique et forêts tropicales.

14h 30 - 15h 30 / suite de la session 3

Glenn Smith

The migrant as a development pioneer and destructive interloper : the case of South Sumatra's forests.

Muriel Charras

Déprise et carence iodée : l'abolition des marga dans l'arrière pays de Palembang, Sumatra Sud.

Frédéric Durand

Gestion et aménagement des forêts tropicales : quelques leçons tirées des incendies de forêt en Indonésie.

15h 30 - 16h pause

16h - 18h 00 / Session 4 : Démographie et structures sociales des populations forestières

Pierre Lemonnier

Se montrer partout : organisation sociale et « semi nomadisme » chez les horticulteurs forestiers Ankave-Anga (PNG).

Maryse Gaimard, Irène Dilumbu, Ahoua Assouan et André Chaventré

Démographie et carence iodée : l'exemple du village de Glanle dans l'Ouest Ivoirien.

Léon Mudubu, Eliwo Akoto et Daniel Bley

Typologie des ménages de la boucle du Ntem, Sud Cameroun.

Catherine Molines et Hélène Pagezy

Fécondité et mortalité dans la région du Ntem : ce qui a changé en 5 décennies.

William Abruzzi

Population pressure and Mbuti Pygmy adaptation in the Ituri forest.

18h30 - réunion des membres du programme APFT

SAMEDI 28 NOVEMBRE

9h - 10h 45 / Session 5 : Relations ville-forêt : mobilités des produits et des hommes

Florence Pinton et Laure Emperaire

Le désenchantement du manioc : stratégies agricoles et commerciales autour du manioc en Amazonie brésilienne.

Laurence Grandchamp-Florentino

Acteurs du développement, ville et forêt dans un municipe de la Transamazonienne (Uruara, Etat du Para, Amazonie brésilienne).

Serge Bahuchet et Kornelia Ioveva Baillon

De la forêt au marché : le commerce de gibier au Sud Cameroun

Théodore Trefon

Pourquoi les villes « bouffent »-elles la forêt en Afrique centrale ?

10h 45 - 11h 15 pause

11h 15 - 12h 45 / Session 6 : Santé et maladies

**Jacques Istria, Pierre-Edouard Bourgoïn, Hervé Tissot Dupont, Irène Delaunay,
Danièle Carme, Valérie Bardou, Jean Delmont**

Enquête médico-sanitaire dans les communautés Yanomami du Rio Canabuai (Etat d'Amazonas - Brésil)

Simon Strickland

Social and therapeutic properties of the « betel nut » in tropical Asia..

Olivier Bernard

La malnutrition dans une population d'enfants de 0 à 6 ans vivant au Sud Cameroun : perception et mesure

Nicole Vernazza-Licht

Usages des préservatifs et gestion de la sexualité dans une population forestière du Sud Cameroun.

14h 30 - 16h 00 / suite de la session 6

Francis-Pryde Galega

Evolution de la maladie du sommeil dans le Sud Cameroun et en Guinée Equatoriale.

Alain Froment

Parasites intestinaux et gradient climatique au Cameroun.

Salomone Gérard

Le pian chez les Pygmées du Nord Congo : campagnes de traitements effectuées par l'association TMC entre 1991 et 1995. Un observatoire de la santé des Pygmées est-il concevable ? le pian est-il un indicateur de discrimination ?

16h 00 - 16h 30 pause

16h 30 - 17h 30 Clôture des journées

DIMANCHE 29 NOVEMBRE

9h 00 - 12h 00 Réunion scientifique des chercheurs APFT

Session 1

Perceptions et représentations de la forêt

Marie FLEURY

Laboratoire d'Ethnobiologie-Biogéographie
MNHN
Paris
FRANCE

Perception et représentation du végétal : approche comparative chez les Amérindiens wayana et les Noirs marrons aluku de Guyane française.

Les Aluku, Noirs marrons descendants d'esclaves échappés des plantations hollandaises au 18ème siècle, vivent dans la région du Haut-Maroni, au cœur de la forêt tropicale guyanaise, depuis environ 200 ans. Du point de vue matériel, ils ont fait de nombreux emprunts aux Amérindiens voisins, de famille linguistique karib, les Wayana. Ils leur doivent en particulier la culture du manioc et ses techniques de transformation pour en faire la base de leur alimentation. Cependant leur approche du végétal reste profondément différente, car s'insérant dans un système de représentation ancré dans leur propre culture.

Afin d'avoir une approche comparative, la perception et la représentation du végétal seront traitées à travers l'étude dans chacune des deux sociétés, du système de catégorisation des plantes. L'identification, la nomenclature et la classification des végétaux seront tour à tour exposés et comparés pour chaque culture, mettant en valeur les points communs et les divergences. Cette étude illustrera l'importance du Culturel sur le traitement de la Nature.

Claudine FRIEDBERG

APSONAT CNRS - MNHN

Paris

FRANCE

Les relations aux ancêtres aujourd'hui et la gestion de la forêt tropicale en Indonésie de l'Est.

Dans les régions forestières de l'Indonésie de l'Est, christianisées depuis plus ou moins longtemps, les rapports aux ancêtres conservent une grande importance et se manifestent, en particulier, à travers les rapports à la végétation arborée et ceci de plusieurs façons:

- 1) rapports à l'origine en référence aux lieux où les ancêtres sont apparus pour la première fois.
- 2) forêts protégées considérées comme l'habitat des défunts
- 3) autels édifiés par les ancêtres et qui demeurent des lieux privilégiés de communication avec ces derniers.

Nous fournirons quelques éléments de réflexion à partir de deux types de sociétés correspondant à deux types de milieu :

1) les Alune de l'ouest de Seram où l'on trouve une végétation de milieu tropical humide avec une forêt à espèces sempervirentes. Le mode de vie des Alune qui sont des agriculteurs reste très dépendant de la chasse et de la cueillette puisque leur nourriture de base est le sagou. Chez eux la partition entre ce qui est domestiqué et ce qui ne l'est pas n'est pas tranché et ils constituent des agroforêts à partir de chablis naturels et de champ abandonnés. Ces agroforêts, une fois constituées, deviennent le symbole de la pérennité du lignage, les arbres étant censés transcender les générations. Cependant les formations naturelles de sagoutiers sont aussi considérées comme plantées par les ancêtres. La forêt qui est sur le sommet des collines, là où étaient les anciens villages, est aussi de façon privilégiée associée aux ancêtres, mais c'est l'ensemble du territoire qui est considéré comme leur domaine dont ils ont confié la garde à leurs descendants. Toute revendication de personnes extérieures sur ce domaine ou sur les arbres qu'il abrite est envisagée comme une atteinte à l'intégrité du groupe.

2) les Bunaq du centre de Timor (NTT). En raison d'une saison sèche marquée, on ne trouve de forêts sempervirentes que sur les sommets et les versants bien exposés aux pluies ou autour des points d'eau. Les forêts à espèces décidues ou semi-décidues ont été très transformées par les pratiques agricoles et l'élevage. Les sommets couverts de forêts sont considérés comme l'habitat des défunts. Aux points d'eau on trouve généralement des autels qui sont la propriété de groupes lignagers

particuliers qui selon les cas peuvent détenir une position dominante dans la hiérarchie ou être héritiers de ceux qui la détenait dans la population autochtone. Les rituels qui s'y déroulent sont liés à certains moments cruciaux du cycle agraire et ils sont valables pour l'ensemble du territoire. Ici aussi même si les forêts sont maintenant de dimension réduite, tous les lieux où l'on trouve des arbres de grande dimension doivent être considérés prioritairement comme des intermédiaires permettant de façon privilégiée de maintenir le lien avec les ancêtres c'est-à-dire de maintenir la cohésion du groupe entre le passé, le présent et l'avenir.

Bernard SELLATO

CNRS-IRSEA
Aix-en-Provence
FRANCE

Les peuples traditionnels, les ONG et la manipulation de l'image des interactions entre société et milieu naturel.

Les peuples forestiers traditionnels de Borneo ont vis-à-vis de leur environnement naturel la même attitude d'exploitation que leurs voisins plus "modernes". Dans une situation théorique "traditionnelle", c'est-à-dire, lorsque seule la survie alimentaire de la communauté est concernée, on peut dire qu'il s'agit d'une gestion raisonnée des ressources en vue de leur exploitation durable, si tant est que la pression démographique sur ces ressources le permette. Néanmoins, dans le contexte du boom sur les produits forestiers (bois d'encens, par exemple) de la décennie 1990, ces peuples, nomades ou essarteurs, pratiquent, comme les collecteurs professionnels venus d'ailleurs, un extractivisme destructeur.

Il est alors amusant, pour quiconque connaît bien Borneo, de lire que certains groupes ethniques, en particulier de nomades, basent leurs revendications territoriales, culturelles et politiques sur l'assomption qu'ils interagissent de façon bénigne, "conservatrice", avec la forêt. Cette assomption est elle-même fondée sur une prétendue idéologie traditionnelle d'harmonie avec la nature et même parfois sur une supposée relation organique explicite avec la "forêt-mère".

Le rôle des ONG, régionales et internationales, dans l'élaboration d'un tel discours environnementaliste qu'elles placent dans la bouche des leaders des communautés locales afin de les aider dans leurs revendications (et aussi de promouvoir les objectifs à long terme de ces ONG) doit être clairement évalué. Doivent être aussi évaluées l'aptitude et l'empressement de ces communautés à saisir ces types de concepts et à se les approprier pour en faire usage rhétorique à leurs fins propres.

Cette communication décrit un cas observé parmi des communautés d'essarteurs kenyah à Kalimantan Est (Borneo indonésien). Les Kenyah ont un concept traditionnel, *tana' ulen*, désignant une partie du territoire villageois qui est sous un régime de propriété privée et d'usage exclusif au bénéfice d'une famille aristocratique. Sous l'influence d'équipes du WWF chargées de sensibiliser les Kenyah à la nécessité de protéger leur milieu naturel, ce concept a subi une dérive de sens notable, pour en arriver à signifier, pour les Kenyah comme pour le WWF, une "réserve forestière" communale régie par la loi coutumière et aux ressources accessibles à tous.

Pour toutes les parties concernées, qui s'en trouvent fort bien (y compris, d'ailleurs, les bailleurs de fonds), le

concept de *tana' ulen* dans son acception nouvelle est bien la preuve que les Kenyah possèdent dans leurs institutions traditionnelles des mécanismes de conservation de l'environnement, qui méritent d'être pris en considération et d'être eux-mêmes préservés et développés.

Ce type de manipulation, très répandu, de la perception, de l'expression locale et de l'image vendue au public des formes traditionnelles d'interaction entre société et milieu naturel est désormais l'objet d'une collusion de tous les partenaires impliqués, dont aucun n'est dupe, dans le contexte d'une économie de marché à l'échelle planétaire. Que doit faire, que peut dire l'ethnologue, sans risquer de nuire aux peuples concernés ?

Floréal JIMENEZ

Ecole d'architecture de Bretagne
Rennes
FRANCE

L'écran de la forêt vierge ou le paysage improbable.

Les créations audiovisuelles (films de fiction, documentaires scientifiques ou vulgarisateurs, reportages et magazines télévisuels) synthétisent, reformulent et filtrent l'imaginaire de la nature déjà en place, et l'adaptent selon une expression novatrice où apparaissent des structures et des images pérennes, et leurs variantes. Cette construction affine cet imaginaire en une composition paysagère où la forêt vierge occupe une place particulière, rejetée aux abords de cet univers naturel et de ces sens.

Bien que le paysage de la jungle soit improbable, souvent inexistant ou effacé, flou ou apparemment dénué de significations précises, la forêt dense impose sa présence dans une quantité infinie de films, une nébuleuse quasi impénétrable. La détermination d'un corpus est impossible, infondée. Il s'agit donc d'explorer les films (tous genres formels et dramatiques confondus) comme étaient explorées les forêts vierges, pour découvrir " Le coeur des ténèbres " (Joseph Conrad), les angoisses humaines obsessionnelles, comment elles se forment et ce qu'elles dévoilent face à la nature brut, insoumise et sans doute impossible à domestiquer selon le discours des images.

Cependant, les repères pour l'analyse ne manquent pas, tant le paysage a été étudié, et continue de l'être. Les principaux films dont il sera tenu compte sont : *King Kong* (1933, Etats-Unis, Merian C. Cooper, Ernest B. Schoedsack), *The Jungle book* (1942, Etats-Unis, Alexander Korda), *La Mort en ce jardin* (1956, France / Mexique, Luis Bunuel), *A True life adventure feature. Jungle cat* (1959, Etats-Unis, James Algar), *L'Homme de Rio* (1963, France, Philippe de Broca), *The Night of the Iguane* (1964, John Huston), *La 317e section* (1964, France / Italie / Espagne, Pierre Schoendoerffer), *Aguirre der Zorn Gottes* (1971, Allemagne fédérale, Werner Herzog), *Apocalypse now* (1979, Etats-Unis, Francis Ford Coppola), *Fitzcarraldo* (1981, Allemagne fédérale, Werner Herzog), *Greystoke, the legend of tarzan, lord of the apes* (1983, Grande-Bretagne, Hugh Hudson), *The Emerald forest* (1984, John Boorman), *The Mosquito coast* (1986, Etats-Unis, Peter Weir), *Predator* (1987, Etats-unis, John McTiernan), *Gorillas in the mist* (1988, Etats-Unis, Michael Apted), *L'Homme et la nature. Forêts tropicales* (1989, France, Philippe Calderon), *Des Gorilles et des hommes* (1991, Etats-Unis, Allison Argo), *La Forêt tropicale de Guyane : diversité et régénération* (1992, France, A.-R. Devez), *Aratityope* (1997, France/Italie, Pierre Bouhin, Jean-Marc Boivin).

Stéphanie KLAPPA

APFT/Université de Kent
Canterbury
GRANDE BRETAGNE

How does traditional tree cultivation relate to logging and cash cropping ? Temporal and perceptual differences in land use patterns.

This paper is based on 10 months of fieldwork in a lowland rainforest area in Papua New Guinea. The research, which is still in progress, is carried out within the frameworks of both the APFT Pluridisciplinary Site Vanimo/Kilimeri Area, with its focus on land use patterns, and a PhD project with ethnoecological emphasis.

The community of Krisa, in which the major part of the research was conducted, relies principally on a traditional subsistence economy with sago as the dominant staple. Other cultivated trees — and to a lesser extent swidden gardens — yield supplementary crops. While experiences with cash-cropping and logging have been made during the last decades, neither has had a lasting economic impact. Rather, failures and undesired effects of these projects have led to disappointment at various levels, not least locally.

Logging and cash-cropping use the land very differently to traditional tree-cultivation in respect to: ecological and social time-frames, periodicity and integration of past, present and future, appearance of vegetation and thus landscape. Wide differences in concepts of land use as well as in perceptions of time and the natural environment appear to underlie these variations. The recent disappointments with economic projects introduced to Krisa might be less to do with the frequently blamed lack of information but rather with the realm of cognition.

David ELLIS

University de Kent
Canterbury
GRANDE BRETAGNE

Perceptions of people who live in forests areas in Papua New Guinea by practitioners of "conservation" and "small scale timber harvesting".

The theme of this paper is how local people who live in forest areas in Papua New Guinea are perceived and represented by practitioners of "conservation" and small scale timber harvesting or "wokabaut somils". These perceptions and representations are highlighted in an analysis of comments of staff of "conservation" organisations made during the 1997 Integrated Conservation and Development Practitioners' Conference and in recent literature which promotes the use of portable sawmills.

I then move to a brief assessment of the methodology and practice of an "Integrated Conservation and Development" project in Papua New Guinea in the area where I have been working for the past two years, with a focus on local experiences.

I argue that there are similarities in the current model methodologies for introducing and executing "conservation" and "small scale timber harvesting enterprise". Both place considerable emphasis on the generation of cash and appear to import organisational procedures from western free market economics. Such an approach is destined to be at odds with the way things have always been done in a village situation, as my ethnographic data suggest. In fact, such projects engage in an unprecedented form of social experimentation with no consideration of the cultural or ecological history of people in forest areas.

I wish to propose the following issues for discussion :
The fact that logging and mining companies, "conservation" or human rights NGO's, churches and even local people can draw upon the same language of "sustainable development" is a phenomenon worthy of attention.

"Conservation" and "development" projects are being implemented in forest areas with little or no regard to the human custodians of the land and "resources". This injustice is evident in the comments and practices of representatives of NGOs which promote so called "participatory development" and "community based conservation", despite the veiling of their projects in a language of benign international humanitarianism.

The human factor is still missing. "Biological diversity" is still non-human. What methods we can employ, as social scientists working in rainforest areas, to integrate our often outrageous findings into a consolidated programme of the "humanisation" of "conservation" and "development" projects in forest areas ?

Robert WESSING

Dept. of Cultural Anthropology
Leiden
PAYS BAS

The sacred grove : Villagers and the owners of the forest in West Java, Indonesia.

In a previous paper, "Which Forest ? Population, Environment and Perception in Java", I described the differing perceptions of the forest held, over time, by various groups of people in Java. In this presentation I will go deeper into one of these, that of the villagers, first because this view may well be the one that is most rapidly being lost and second because in the beliefs underlying the villagers perceptions could lie a key to the preservation of what forests remain in Java and elsewhere in Southeast Asia.

Traditionally, forests, as well as the land and the waters, were thought to be the property of spirits whose residence there far preceded that of people. Although related to the spirits in certain ways, people were thought to be newcomers to the area and had to make a deal with these spirits in order to be allowed to clear land for their fields and villages. This seems often have involved tricking them in some way into acknowledging the newly introduced boundaries, the reserving of certain areas of forest for the exclusive use of the spirits (often located on the slope of a nearby hill or mountain), and a cyclic, often annual invitation for them to return to be honored in some way. In return the spirits, having become tutelary deities, agreed to guard the welfare both the physical welfare and the fertility of the resulting settlement and who first made contact with these spirits.

The spirits of this person, having died and been buried, either became one with the tutelary spirit(s) or maintained an independent identity. In either case, this person's spirit also functioned (and still functions) as a guardian of the settlement's welfare. His grave, in Sundanese (the language of West Java) is called alas (forest, mountain) and in the case of particularly powerful persons is often located on a hill overlooking the area of the settlement, much like the area reserved for the spirits.

Entry to both these "reserved" areas was ordinarily restricted to ritual occasions. Exploitation of them was also limited, if it was permitted at all, making these reserved slopes proper reservoirs of water and various species of trees. More recently, however, with increasing population pressure and a lessening of belief in the spirit world, these areas have more and more become open to exploitation and encroachment. There are areas in West Java, however, where these traditions are still maintained, albeit in abbreviated and sometimes touristified form.

This paper, then, aims to describe these beliefs and hopes to point out ways in which these can be used to stem the tide of the forests destruction.

Session 2

Activités humaines et impact sur le milieu

Serge COGELS **Patrick PASQUET**

APFT/ORSTOM

Yaoundé

CAMEROUN

CNRS

Paris

FRANCE

Gestion du temps et mobilité spatiale chez les Ntumu du Sud-Cameroun.

Une étude d'emploi du temps a été réalisée de mars 1997 à avril 1998 dans une communauté villageoise d'essarteurs forestiers Ntumu du Sud-Cameroun, par la méthode des observations ponctuelles aléatoires.

La présente intervention décrit les variations saisonnières de activités et de la mobilité spatiale en fonction des différentes catégories biologiques d'individus. Les résultats sont comparés à ceux obtenus dans d'autres populations forestières, au Cameroun et dans le monde.

Christian LECLERC

APFT/ORSTOM

Yaoundé

CAMEROUN

Le bilan énergétique d'une relation : l'apport en main d'oeuvre baka dans l'agriculture villageoise.

Le cycle annuel d'activités des Pygmées baka du sud-est Cameroun est ponctué par des phases de regroupement et de dispersion. La dispersion s'observe pendant la grande saison des pluies, de août à novembre, au moment où, les ressources forestières sont disponibles en quantité. Par petits groupes dispersés, tous les Baka résident alors en forêt. A la fin de la saison sèche et au début de la petite saison des pluies (de mars à juin), en revanche, la grande majorité des Baka réside en bordure de la route, à proximité des agriculteurs Villageois. Par le défrichement de nouvelles parcelles et leur mise en culture, cette période correspond au moment où les besoins en main d'oeuvre chez les Villageois sont les plus grands. Chaque jour, des Baka fournissent cette main d'oeuvre en échange de produits vivriers qu'ils consomment le soir.

Les relations qui partout au Cameroun unissent les Pygmées Baka à des Villageois agriculteurs confirment cette fidélité des Baka. Partout, en effet, les Baka semblent synchroniser leurs activités avec le calendrier agricole voisin, de manière à se rendre disponibles. Les Baka possèdent eux-mêmes des plantations mais le choix des plantes qu'ils cultivent permet une souplesse qui satisfait cette exigence. Cette relation, cependant, dépasse le cadre économique puisque les protagonistes sont, parfois depuis longtemps, liés par des pactes ou des expériences rituelles communes qui les identifient comme "parents" (Joiris, 1998). La relation que les Baka entretiennent avec les Villageois ne peut donc pas se réduire à un intérêt matériel. Mais cet aspect n'a jamais été questionné.

En travaillant chez les Villageois, en effet, les Baka dépensent et acquièrent une énergie qui nous éloigne du modèle d'autarcie dans lequel, auparavant, ces chasseurs-cueilleurs ont été confinés. L'énergie mise en oeuvre dans les travaux agricoles des voisins dépasse-t-elle celle que les Baka assimilent dans les produits qu'ils obtiennent en échange ? Positif ou négatif, ce bilan est relié à un ensemble de considérations sociologiques et écologiques qui déterminent la mobilité spatiale du groupe, les espaces qu'il occupe et les échanges qu'il conclut à différents moments de l'année.

Edmond DOUNIAS

ORSTOM

Yaoundé

CAMEROUN

Le câble pris au piège du conservateur : technologie du piégeage et production cynégétique chez les Mvae du Sud Cameroun forestier.

Dans le contexte actuel de la conservation, les pièges à base de câble sont régulièrement dénoncés comme la menace la plus sérieuse pesant sur les grands mammifères des forêts d'Afrique centrale. Or, le fait d'en condamner sans détour l'utilisation a pour conséquences d'en pervertir les modalités d'utilisation et de favoriser la banalisation d'autres techniques de chasse autrement plus déprédatrices sur la faune.

L'objectif de cette présentation est de montrer que c'est moins le câble lui-même plutôt que la manière de l'utiliser qui doit être mis en cause.

Bien loin des lignes de pièges uniformes installées dans un contexte de braconnage, notre étude de cas proposée chez les Mvae de forêt littorale du sud Cameroun veut souligner que le piégeage constitue bien souvent un art diversifié et sophistiqué. Il convient de réhabiliter ces techniques en perdition non pas par simple nostalgie, mais parce que cette activité cynégétique constituait auparavant un véritable moyen de gérer la ressource faunique. L'ethnoceptologie - étude des moyen de prendre un gibier en l'absence du chasseur - peut fournir des alternatives réalistes et endogènes en faveur une ponction durable des ressources fauniques, dans le cadre notamment d'aménagements de type agroforestier.

Stéphanie CARRIERE

APFT/ORSTOM

Yaoundé

CAMEROUN

Doyle McKEY

Université Montpellier II/CEFE CNRS

Montpellier

FRANCE

Les grands arbres épargnés dans les champs : un moteur de régénération Etude d'une pratique agricole au Sud Cameroun.

Les villages d'agriculteurs itinérants situés dans la vallée du Ntem au sud du Cameroun présentent des caractéristiques intéressantes pour étudier l'impact de l'activité humaine et des changements socio-économiques sur les forêts tropicales. En effet, bien que pratiquant une agriculture itinérante sur brûlis associée à d'autres activités traditionnelles de subsistance (chasse, pêche et cueillette), ces populations sont en proie à de nombreux changements socio-économiques qui ne leur garantissent pas nécessairement leur avenir.

C'est dans ce contexte qu'il a été primordial d'étudier ce système agricole, d'en identifier les contraintes (ce qui est le plus souvent fait) mais surtout d'évaluer les potentialités afin de les valoriser. Le paysan essarteur Ntumu a pour habitude d'épargner divers arbres lors de l'ouverture de ses champs dans la forêt comme le pratiquaient jadis ses ancêtres. Leur présence est le fruit d'un choix délibéré et réfléchi de la part du cultivateur. Leur grande utilité est soit extra-agricole (en procurant des fruits, du bois ou des substances médicinales) soit directement liée à l'augmentation de la productivité dans les champs.

Les agriculteurs observent également que la présence d'arbres isolés dans les champs permet à la forêt de se régénérer plus facilement dans les parcelles laissées en jachère, ou le retour à la culture pourra être plus rapide (temps de jachère raccourci). L'étude écologique de la régénération de la forêt sous ces arbres dans les jachères Ntumu montrent qu'en effet, aussi bien d'un point de vue qualitatif que quantitatif la régénération est très nettement accélérée et améliorée.

Deux principaux phénomènes interviennent. Le premier concerne le changement des conditions micro-climatiques (humidité, ombrage et fertilité du sol) sous ces arbres qui favorisent l'implantation du recrû forestier. Le second fait intervenir les relations qu'entretiennent les arbres avec leurs animaux disperseurs. En effet, l'arbre dans le champ constitue un site de prédilection pour certains animaux forestiers frugivores (oiseaux, chauves-souris et singes). La «pluie de graines» est donc fortement augmentée sous ces arbres, par rapport à d'autres sites dans les champs (et plus tard dans les jachères). Ces deux facteurs régissent en grande partie un phénomène écologique plus connu sous le nom de nucléation». Cet agroécosystème fragile a déjà subi de nombreux changements depuis l'ère de la colonisation ; nombre d'entre eux ont eu des répercussions importantes sur le système. La sédentarisation des villages

autrefois itinérants a conduit à une augmentation de l'aire des terroirs agricoles de la zone. Ce changement peut nuire, car la qualité de la régénération forestière dépend très étroitement de l'étendue des champs et de leur proximité à la forêt. Cependant, grâce à la structure en mosaïque des champs et des forêts dans le terroir agricole ainsi que la multitude d'arbres épargnés dans les champs, le contact champs-forêt reste établi. La régénération continue mais la composition spécifique de la forêt secondaire dans ce paysage risque de changer. Cette pratique agricole ancestrale perdure depuis très longtemps. Elle contribue à maintenir un système respectueux du milieu et pourrait être extrapolée aux populations dont l'équilibre est déjà rompu. L'introduction de techniques, d'outils (tels que les tronçonneuses) ou de cultures étrangères à ce système cultural pourrait conduire les agriculteurs à modifier leurs pratiques ancestrales et ainsi à rompre un équilibre écologique entre la forêt et ses habitants.

Jean MALEY

Université de Montpellier II
Montpellier
FRANCE

L'expansion du palmier à huile (*Elaeis guineensis*) en Afrique Centrale au cours des trois derniers millénaires : nouvelles données et interprétations.

Les données polliniques actuellement disponibles en Afrique centrale forestière (Cameroun, Gabon, Congo) mettent en évidence deux phases principales d'extension du Palmier à huile (*Elaeis guineensis*) au cours de l'Holocène récent, depuis environ 3000 ans BP.

Ces phases d'extension ont été associées à des perturbations du milieu forestier, initiées par des changements climatiques. Ces extensions qui résultent avant tout du comportement pionnier de ce palmier, ont accompagné les phases de reconstitution forestière mises en évidence dans cette région. Concernant l'utilisation du palmier à huile par les Africains, les pratiques traditionnelles montrent qu'encore actuellement ce palmier n'est jamais planté et que la cueillette des régimes s'effectue dans des palmeraies d'origine spontanée. Lors de la cueillette des régimes et de leur égrenage, la chute involontaire de graines participe avec d'autres agents à la régénération naturelle du palmier à huile.

On peut donc conclure qu'il s'agit d'une "proto-culture" proche des méthodes d'exploitation des Pygmées qui ne vivent que de cueillette et de chasse. Les phases d'extension du palmier à huile au cours des 3 derniers millénaires ont été probablement favorables au développement des peuplements humains qui se sont constitués à la suite des migrations Bantous survenues en Afrique centrale atlantique au cours de cette période.

Fabienne TZERIKIANTZ

CREDO
Marseille
FRANCE

Quand la culture du taro devient saisonnière : facteurs géographiques, écologiques et culturels d'un possible retour aux rivières, Côte ouest de Santo, Vanuatu.

L'île de Santo est géologiquement contrastée et la qualité de ses sols va en se dégradant, évoluant de terres fertiles à l'est à des terres aux potentiels bien moindre à l'ouest. Sur cette île se côtoient plus de trente langues et cette diversité fait écho à celle des cultures et des habitants qui d'est en ouest sont issus de divers courants migratoires. Certains groupes ont migré vers les côtes il y a environ un siècle alors que d'autres n'ont gagné le rivage qu'à la fin des années 70.

Les actuels habitants de la côte ouest de Santo sont d'anciens montagnards descendus des terres vers la mer où ils se sont regroupés, en suivant le cheminement de ces grandes rivières le long desquelles ils vivaient jusque là en habitats dispersés. Plus que d'anciens montagnards ou de nouveaux côtiers, on pourrait dire que les personnes qui vivent actuellement sur ces rivages sont des « peuples des rivières ». Les rivières sont pour eux tout autant des chemins d'eau, une source constante de protéines animales et l'élément essentiel à la création et à la viabilité des tarodières irriguées. Le savoir que les locaux ont de la faune et de la flore de ces eaux est immense, bien plus que ne l'est leur connaissance relative de la faune marine. Les esprits évoqués dans leurs contes et mythes ne peuplent que les imposantes pierres blanches qui bordent ces rivières, ou les arbres qui l'entourent.

Le propos de cette communication est d'explorer les migrations qui semblent actuellement en cours ou pour le moins la volonté formuler ou non qu'ont les actuels côtiers de réinvestir les espaces intérieurs en remontant le long des rivières qu'ils avaient descendus pour s'installer en se regroupant près de l'océan.

Les gens vivant aujourd'hui à Elia et Wusi sont parmi ces derniers. Ces sociétés doivent en effet faire face à des contraintes environnementales conséquentes qui les amènent à réfléchir sur cet espace inhospitalier dont les disponibilités en terres et en eau s'amenuisent.

La côte ouest de Santo est composée de reliefs escarpés dont les falaises, exposées aux vents et à la sécheresse, subissent une forte érosion. Plus à l'intérieur des terres, derrière les premières collines qui s'étendent à l'est des habitants et où sont situés les jardins secs ou irrigués, même si les terres cultivables ont un potentiel plus important, ces sols bruns de formation volcanique sont aussi l'objet d'éboulements fréquents (crues des rivières de

montagnes, fréquents tremblement de terre, glissements de terrains consécutifs à de fortes pluies ou au contraire à une sécheresse prononcée, usure accélérée des pentes à cause de brûlis mal maîtrisés). Trajet des cours d'eau et profil des paysages allant jusqu'à en être transformés.

Wusi et Elia sont établis le long de ce rivage sur des poches cependant plus fertiles où des vallées fluviales ponctuent la côte.

A Elia, de grandes rivières, gonflées par les pluies abondantes des montagnes pourvoient en eau ces terres et permettent, outre la mise en place de jardins pluviaux (taros, ignames, manioc et autres plantes alimentaires), celle de vastes complexes d'irrigation où sont cultivés des taros sous forme de casiers permettant l'élaboration d'un système respectueux de l'environnement où les rendements des taros demeurent relativement constants. On peut récolter et mettre en culture ces tubercules et d'autres plantes alimentaires tout au long de l'année, à l'inverse de l'igname dont la culture est saisonnière.

En revanche à Wusi, les jardins de taros sont installés en terrasses sur de fortes pentes friables qui n'offrent que des possibilités moyennes aux agriculteurs. La culture du taro, traditionnellement culture d'abondance et aliment de prestige pour ces anciens montagnards, devient une culture saisonnière dont la place dans l'alimentation quotidienne se raréfie faisant place à des aliments comme le manioc ou le riz. Le taro reste un aliment apprécié mais presque considéré comme « aliment de luxe » par des cultivateurs qui s'en procurent auprès des habitants d'Elia et de Tasmate.

Par l'observation de l'emplacement occupé par les jardins d'ignames et de taros en culture pluviale pour les années 1995-1996-1997, on constate que les habitants de Wusi et d'Elia déplacent peu à peu leurs jardins vers l'intérieur des terres. Cette observation est plus remarquable dans l'arrière pays d'Elia puisque les habitants disposent de vastes terres exploitables alors que les gens de Wusi sont contraints (droits fonciers et qualité des sols) d'opérer une rotation de 3 à 4 ans pour les jardins pluviaux. On retrouve également des jardins irrigués et secs, ou encore des jardins de kava dans des zones reculées situées à plusieurs heures voire journées de marche des villages.

Pour Elia, l'avancée dans les terres est possible. Alors qu'ils habitaient encore dans les terres, sur les rives des grandes rivières de l'Apuna et de la Raovi, ces hommes possédaient déjà une voie d'accès par ces rivières descendant

fait qu'aggraver. Cependant, si le désir d'un éventuel retour est parfois exprimé ou constaté, les terres disponibles à l'est du village sont réduites, cette « migration » semble moins probable. L'emplacement du village (sur les côtes et relativement moins éloigné de la ville que les gens d'Elia), une production artisanale de poteries qu'ils vendent en ville, ainsi que des liens de parenté avec des habitants du sud de l'île qui leur permettent un commerce plus aisé avec les urbains ou pour le moins un accès au marché, sont autant de freins à ce déplacement.

Les habitants de ces villages paraissent comme tiraillés entre la nécessité et le désir d'avancer dans les terres où les sols sont meilleurs et les espaces cultivables plus grands, gibiers, poissons et crustacés plus abondants, et l'envie de demeurer sur ces côtes où sont les plantations, et où accès à la ville, difficile; est cependant possible pour des villages dont l'isolement est une réalité. De plus pour eux, la vie dans les montagnes ne présente pas que des attraits : elle est encore synonyme d'enclavement, d'isolement mais surtout de morts et de sorts dont ils se sentent éloignés et protégés en restant sur le littoral...

Florence BRUNOIS

CREDO / APFT

Marseille

FRANCE

Rôle des recherches ethnoécologiques dans la préservation des forêts tropicales en Papouasie Nouvelle-Guinée.

La Constitution de la Papouasie-Nouvelle-Guinée reconnaît au droit coutumier des tribus papou le pouvoir absolu de régir et de disposer des ressources forestières. Cette reconnaissance, qui ne s'étend pas aux ressources minières, a pour effet majeur que les contrats de concession d'exploitation forestière sont d'ordre privé.

Cette situation juridique implique trois règles fondamentales : que les parties signataires aient pleine conscience et connaissance dudit contrat et de ses clauses ; qu'elles sont libres d'imposer des conditions particulières ; que le contrat signé fait loi et que par conséquent, ne pas le respecter constitue une violation entraînant réparation.

En bref, les Papous peuvent, s'ils le savent (et s'ils ne le savent pas, il y a vice de consentement), participer activement à la rédaction des contrats et imposer de façon légale leur perception du milieu forestier. Et là, intervient le rôle crucial que peuvent jouer les recherches ethnoécologiques : traduire en langage occidental (et donc en termes juridiques), la perception de ces populations forestières afin d'assurer leur participation active dans les projets d'exploitation de leur milieu.

Faisant référence à mon expérience auprès de la tribu Kasua, confrontée aux problèmes de la déforestation, aujourd'hui soumis à la Cour de justice, je proposerais un contrat type de concession d'exploitation forestière.

Geneviève MICHON

ORSTOM/ICRAF

Bogor

INDONESIA

La forêt cultivée : sylva, ager ou hortus ?

Les études sur les systèmes indigènes de gestion des ressources forestières se sont multipliées ces dernières années. Mais peu d'entre elles attirent l'attention sur les différences qui peuvent exister, au sein de ces systèmes, entre "exploitation" - gestion limitée à l'extraction des ressources produites par les peuplements naturels - et "production" - gestion et manipulation finalisée des ressources -.

La sylviculture - production forestière par excellence - est le domaine réservé des forestiers professionnels. Sous les tropiques, elle est invariablement conçue comme une plantation intensive et spécialisée d'arbres pour le bois ou la pâte à papier. La réalité des systèmes indigènes de production forestière est autrement plus complexe. Elle inclut toute une gamme de pratiques d'intégration de ressources forestières dans les systèmes de production - depuis la gestion d'une ressource précise au sein de l'écosystème naturel à la reconstruction totale d'un système forestier via la plantation -, pratiques qui traduisent différentes stratégies et différentes logiques d'appropriation des ressources naturelles. La plupart de ces pratiques sont considérées comme des phases de transition dans une évolution linéaire et universelle qui conduirait de la cueillette à l'agriculture moderne, de la silve à l'ager, via quelques phases d' "horticulture" primitive. Cette linéarité se retrouve dans l'évolution présupposée qui conduit, en matière de production agricole et sylvicole au sens large, du sauvage au domestiqué, ou du naturel à l'artificiel. Ce postulat universel d'un développement à sens unique dans la gestion des ressources naturelles a d'importantes conséquences, entre autres sur la reconnaissance officielle des droits des populations indigènes sur les ressources forestières. Vu leur degré d' "inachèvement", les stratégies indigènes d'appropriation des terres et des ressources forestières sont en général niées par leurs gouvernements de tutelle, en tout cas au niveau juridique. Cette perception d'une transition linéaire depuis la forêt jusqu'à l'agriculture moderne au cours du Développement laisse sous-entendre que la plupart des peuples forestiers engagés dans ces processus de développement vont tôt ou tard passer de leur marginalisation actuelle à une intégration certaine dans les temps modernes grâce à la transformation de leur forêt en champs permanents. Cette vision gomme toute autre forme de développement, entre autres celles qui intégreraient de façon harmonieuse.

Sandrine MANUSSET

Laboratoire d'Ecologie Humaine et d'Anthropologie
Université d'Aix-Marseille III
Marseille
FRANCE

La question des abattis à St Georges-de-l'Oyapock (Guyane française).

Situé à la frontière avec le Brésil, le bourg de St Georges de l'Oyapock compte près de 2000 habitants. C'est la seule agglomération du Bas-Oyapock. L'étude de la dynamique de la population en Guyane laisse présager que cette région va être très prochainement le théâtre de profondes mutations et recompositions écologiques, sociologiques et économiques, la fin de la construction de la piste RN2 prévue en l'an 2000 en étant le catalyseur.

A l'instar de l'ensemble du département, plus des 3/4 de la superficie de la commune sont recouverts par la forêt dense humide sur sols secs parsemées de zones de forêts marécageuses et de savanes sèches. Appartenant à l'ensemble amazonien, partie du monde qui porte sans conteste la plus grande charge symbolique de la ceinture tropicale, cet environnement naturel a marqué par son omniprésence l'histoire des hommes qui y vivent. Mettant en échec le système esclavagiste des plantations et celui des bagnes, ce décor a alimenté tous les phantasmes d'El Dorado du siècle dernier. Aujourd'hui, la forêt tropicale est accusée d'être le principal frein de la mise en valeur du territoire. Pourtant, la conduite d'abattis est encore aujourd'hui l'unité de production rencontrée chez les 3/4 des exploitants représentant plus de la moitié de la population communale.

Expression locale désignant l'agriculture sur brûlis, la durabilité du système de l'abattis repose sur son interdépendance avec le milieu environnant. S'appuyant sur les capacités de la régénération forestière, cette technique rudimentaire utilise le brûlis et la jachère comme seuls facteurs de fertilisation du sol. La rotation triennale des cultures est préférentiellement pratiquée dans les secteurs de forêts secondarisées. Il s'agit principalement de parcelles de 0,2 ha, aux délimitations imprécises, sur des terrains majoritairement sablo-argileux et de faible pente. Axé sur les productions vivrières, le manioc planté sur les 2/3 voire les 3/4 des surfaces exploitées, est la culture dominante. Parmi les autres espèces cultivées, l'igname, la dachine, l'ananas et le bananiers viennent en tête.

Au-delà d'une simple pratique agricole, la question des abattis est au coeur d'enjeux sociologiques et culturels. C'est le dénominateur commun des 5 communautés qui composent la population locale. Même si chacun occupe "une niche sociale et géographique" spécifique, Amérindiens, Créoles, Saramaka, Brésiliens et aujourd'hui Métropolitains, cultivent les abattis. Reléguée à une simple fonction de subsistance, cette pratique agricole est

restée longtemps le "syndrome" du sous-développement guyanais. Bien que certaines adaptations aient été faites sur le plan économique, les productions d'abattis restent toujours en marge des réseaux de commercialisation habituels. D'une part, la diversité culturelle rencontrée sur les abattis reflète la pluralité culturelle des exploitants. En étroite relation avec l'environnement naturel, la pratique des abattis s'articule autour de représentations du milieu naturel spécifique à chaque unité culturelle.

D'autre part, ce mode d'utilisation de l'espace spécifique, avant tout et tout au long de l'histoire de la Guyane, un mode de vie différent voire opposé au modèle européen dominant.

A l'heure du développement durable, la question des abattis se révèle être bien au coeur d'enjeux écologiques et humains. C'est le sujet par excellence pour l'approche pluridisciplinaire de l'écologie humaine.

Pierre GRENAND, Françoise GRENAND

Laboratoire ERMES/ORSTOM

Orléans

FRANCE

François OUHOUD-RENOUX

APFT/ORSTOM

Cayenne

GUYANNE FRANCAISE

“Entre Fleuve et Forêt” : Stratégies adaptatives du peuplement wayãpi depuis le XVIIIe siècle.

Tels qu'ils apparaissent aux observateurs scientifiques des années cinquante, les Wayãpi sont une société traditionnelle en équilibre avec son milieu. La vérité est, comme il se doit, plus nuancée, la société wayãpi d'alors n'étant autre chose que le résultat de très nombreux réajustements depuis le XVIIIe siècle.

Que l'on envisage les tentatives de contrôle, par les Luso-Brésiliens et les Français, de l'ensemble territorial compris entre le bas Amazone et le bas Maroni, la drastique baisse démographique due aux épidémies, ou encore les circuits commerciaux tant de traite qu'intertribaux, ces facteurs, aussi bien endogènes qu'exogènes, qui ont pesé sur les configurations successives des communautés, sont, aujourd'hui encore, au cœur des préoccupations des Wayãpi dans leur mode d'occupation territoriale.

La ligne directrice de notre exposé sera donc, à la lumière de facteurs historiques toujours opérants dans l'esprit des Wayãpi contemporains, de comprendre l'évolution globale des modes de production et surtout l'alternance entre isolements et contacts successifs, le tout débouchant sur la formation des actuels sous-groupes tribaux.

En épilogue, on pose la question de savoir comment les communautés wayãpi entendent survivre et sur quelles bases elles entendent réagir aux nouvelles pressions que représentent les politiques mondialistes de protection du milieu et de développement durable.

Session 3

**Gestion du milieu
et
dynamique du changement**

Norbert GAMI

APFT/ECOFAC-CONGO

Libreville

GABON

Les activités humaines dans les terroirs coutumiers, un enjeu non négligeable dans l'élaboration des plans d'aménagement au niveau des aires protégées : le cas des villages situés en périphérie du Parc National d'Odzala au Nord du Congo-Brazzaville.

Le parc national d'Odzala créé en 1935 n'a jamais fait l'objet d'un plan d'aménagement jusqu'en 1992 (date d'installation du programme ECOFAC). La superficie actuelle du parc est de 2800 Km² (sous réserve d'acceptation de l'agrandissement en cours).

Aucun village ne se trouve à l'intérieur de l'air protégée. En effet, les déplacements forcés des populations par l'administration coloniale le long des axes routiers en 1930, sont à l'origine de la non existence actuelle des villages dans le parc.

Ces déplacements de populations et l'abandon derrière elles des terroirs coutumiers étaient voulus par l'administration pour un meilleur contrôle tant administratif que sanitaire.

Le deuxième remembrement des villages dans les années 1971 et 1972 est à l'origine d'un autre déplacement des villages.

Comment les populations perçoivent-elles cette privation d'accès aux terroirs coutumiers? Quel est l'intérêt réel d'avoir des activités dans ces zones?

Les villages situés en périphérie du parc bénéficient d'une bande large de 5 km à l'intérieur du parc et appelée "Zone tampon".

Dans cette zone, les populations doivent pratiquer l'agriculture et la chasse de subsistance en respectant les lois en vigueur (pas de pièges à câble par exemple).

Avant l'installation du programme ECOFAC, cette limite n'était pas respectée. Les populations locales exploitaient sans autorisation des Eaux et Forêts les ressources naturelles qui sont dans leurs terroirs coutumiers restés à l'intérieur du parc.

Ainsi, ils pratiquaient librement la cueillette, la pêche en saison sèche. Cette dernière activité fait partie des stratégies alimentaires de ces populations face à la rareté de capture du gibier à certaines périodes de l'année (grande saison sèche.)

L'expertise anthropologique recommandée par le programme ECOFAC pour mieux comprendre le milieu humain, a permis entre autre de mettre en évidence les terroirs coutumiers et surtout l'extension des zones d'activités villageoises au delà de la bande des 5 km autorisés.

Dans cette communication à base de cartes, nous montrerons l'étendue des zones d'activités villageoises et l'intérêt particulier de chacune d'elles par rapport à la spécificité du produit qu'elle renferme. Nous nous appuyerons sur l'exemple de deux villages très caractéristiques, Mbandza et Olémé, situés en périphérie du PNO.

Nous insisterons sur les besoins (cueillette, pêche, chasse...) de la population et la nécessité du programme ECOFAC et du Ministère des Eaux et Forêts de prendre en compte cet aspect dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'aménagement pour le parc.

Claudine ANGOUE

APFT/ECOFAC
CONGO

Une gestion du milieu selon les rapports historiques ou économiques de l'homme à la terre dans la Réserve de la Lopé.

Il y a deux types de populations qui imposent leur mode de gestion du milieu à la Réserve de faune de la Lopé : ce sont les forestiers et les agriculteurs traditionnels gabonais.

Ces derniers se répartissent en deux sous groupes, selon qu'ils sont à la Lopé pour des raisons de service (ouvriers des chantiers forestiers) ou qu'ils sont chez eux, sur leur terre ancestrale (habitants des villages).

La gestion du milieu par ces deux groupes de populations ne peut se faire de la même manière, étant entendu que la relation à la terre est économique pour les uns et historique pour les autres.

Adonis MILOL

APFT/ORSTOM

Yaoundé

CAMEROUN

Gestion des forêts communautaires au Cameroun : vers une nouvelle hiérarchisation des chefferies traditionnelles ?

En 1994, le parlement Camerounais adoptait une nouvelle loi (N 94/01 du 20 Janvier 1994) qui se voulait révolutionnaire quant à la politique de gestion participative des forêts et des écosystèmes Forestiers Camerounais. Le décret d'application qui fut publié un an (N 95/531/PM du 23 août 1995) plus tard viendra "éclaircir" quant à lui les aspects trop généraux de la loi en question. Les ambitions du législateur Camerounais de ladite loi par rapport aux idéaux de gestion participative peuvent à juste titre être considérées comme impulsées par les recommandations de la grande messe de Rio sur l'environnement en 1992. Au niveau Camerounais l'institution des forêts communautaires semble être la manifestation la plus visible de la promotion du concept de gestion participative. Puisque pour la première fois le législateur accorde à des communautés villageoises la possibilité de gérer directement une parcelle de forêt dans le domaine forestier non permanent de l'Etat. Pour prétendre obtenir la gestion de cette forêt, les communautés villageoises doivent remplir des conditions de fond et des conditions de forme. Les conditions de fond étant celles liées à la "personne" et les conditions de formes celles liées aux modalités.

Notre étude est fondée sur les informations recueillies auprès des structures dirigeantes de l'association qui a obtenu la gestion de la première forêt communautaire au Cameroun : La COFAYET (Communauté des familles Ando'o - Yetsang). L'obligation faite aux villages de se constituer en une entité juridique légale puisqu'ils n'ont pas de personnalité juridique, les poussent à constituer des espèces de communautés fonctionnelles et de s'en remettre aux savoirs des personnes qui comprennent mieux les procédures. Ces promoteurs qui sont pour la plupart originaires d'une des chefferies impliquées dans le projet, acquièrent ainsi une audience très grande, en rapport avec l'importance des sommes que va générer le projet. Outre les mécanismes de gestion et de financement qui sont flous, la structure du comité directeur qui est sensé concentrer toute l'activité et en assurer le contrôle est en fait composée d'un groupe de profanes qui s'en remettent tous au Gestionnaire. Les inquiétudes viennent du fait que le gestionnaire est aussi le promoteur et l'homme central du projet. Les dysfonctionnements de la structure mise en place par ces chefferies peuvent essentiellement être attribués à un formalisme trop rigide qui décourage les initiatives locales au profit d'une élite extérieure dont les intérêts ne sont pas

toujours identiques à ceux des communautés villageoises. Les villageois, bien que conscients de tous les conflits d'intérêts et de la grosseur des enjeux, se taisent, muselés par l'ignorance du discours technique qu'il faut tenir tout au long de la procédure d'immatriculation d'une forêt communautaire au Cameroun. Ils sont surtout découragés par le coût trop élevé des formalités.

Ronan BALACORSTOM
Bondy
FRANCE**Les économies pionnières prédatrices du milieu forestier : le cas de l'économie de plantation en Côte d'Ivoire ; l'enjeu de la stabilisation des agricultures.**

Les plus grandes destructions de forêts tropicales ne sont pas dues, comme chacun sait, aux exploitants forestiers, qui ne prélèvent au milieu que les arbres d'essences rares, mais aux paysans qui pénètrent la forêt à partir des pistes tracées par ces premiers et qui pratiquent une agriculture commerciale de type extensif. Ces cultures représentent d'ailleurs, le plus souvent, la seule richesse de ces pays. Le cas de la Côte d'Ivoire est à cet égard exemplaire. Les revenus relativement élevés générés par le café et le cacao, ces trois dernières décennies, permettent de comprendre la destruction des quatre cinquièmes de la forêt nationale et son remplacement par les plantations de caféiers et de cacaoyers pendant cette période. La menace d'une disparition prochaine des derniers îlots forestiers est sérieuse. D'une part, la logique extensive l'emporte encore aujourd'hui sur la logique intensive, le constat établi par Ester Boserup dans les années soixante se vérifie en économie de plantation ivoirienne : le mode de production extensif quand la terre est abondante et la force de travail relativement chère est préféré par l'agriculteur au mode de production intensif. D'autre part, l'engagement de l'État ivoirien pour la protection des derniers massifs forestiers paraît bien fragile car "imposé de l'extérieur". La politique de protection et de replantation de la forêt ivoirienne repose essentiellement sur les subventions accordées par les États occidentaux, et l'intérêt à court et moyen terme de l'État ivoirien est d'assurer le développement de l'économie de plantation : source de sa richesse économique et de sa stabilité politique. La tentation de contenter les demandes des planteurs par l'ouverture des forêts classées n'a pas disparu.

Comprendre la disparition des forêts ivoiriennes revient donc pour l'essentiel à comprendre la logique de fonctionnement de l'économie de plantation. Nous nous proposons dans notre communication d'examiner le système tout d'abord dans sa phase de forte expansion, quand la forêt était abondante, puis dans sa phase récente d'essoufflement, quand le système fut confronté à une raréfaction de la forêt primaire. L'étude de la première période consistera à mettre en évidence la mobilité géographique du système associée à la mobilité socio-économique des migrants. Elle sera réalisée à l'aide de cartes du couvert forestier ivoirien de 1956 et de 1986-1990, de cartes démographiques de densité et d'accroissement, et de données provenant des derniers recensements. Nous montrerons la relation étroite qui lie la

disparition de la forêt primaire au peuplement et indiquerons que l'organisation et l'ascension sociale des agriculteurs sont dépendantes des réseaux de migrants et non de l'espace territorial, cause principale de la destruction de ce dernier. L'étude de la seconde période consistera à mettre en évidence les changements intervenus chez les planteurs suite à la raréfaction de la forêt dans une sous-préfecture du Sud-Ouest ivoirien. Nous verrons que la fin proche de la forêt a provoqué l'émergence de formes de production intensives en travail et en capital sans pour autant que la logique extensive soit totalement abandonnée. La réalisation de nouveaux mouvements d'émigration en direction de zones pionnières de savane et de nouveaux systèmes de production nous l'indique.

L'étude du système d'économie de plantation montre que le mode d'organisation privilégié des populations ouest africaines repose sur la mobilité : cause de destruction de l'environnement naturel. Pour les planteurs-migrants, la protection de l'espace réticulaire l'emporte sur la protection de l'espace territorial. L'enjeu pour la sauvegarde de l'environnement dans le monde tropical porte sur la stabilisation des agricultures : étape nécessaire pour permettre d'envisager la protection de l'environnement et donc un développement durable. L'établissement de droits fonciers individuels, cessibles et transmissibles, constitue pour les États un des instruments clé pour faciliter la stabilisation des sociétés rurales. La Côte d'Ivoire s'est récemment engagée en ce sens. Nous discuterons du projet de loi ivoirien de 1998 sur le code rural, de ces promesses mais surtout de ses limites.

Herwig CLEUREN

Centre of Environment Science
Leiden
PAYS BAS

Actors of tropical deforestation in the brazilian Amazon.

The paper will discuss the current situation in the Eastern Brazilian marked by land conflicts, violence and rapid forest destruction. In South Pará the coexistence of logging, small-scale farming, large cattle ranching and mineral extraction accelerates the forest depletion. Land occupations by settlers, destructive timber extraction and forest burnings are part of a colonisation strategy, which involves all the actors in this part of the Amazon. The impoverished colonists from the northeast consider the occupation of forested land for speculation (*industria de posse*) as the only way to make a living. Logging companies in search for mahogany act as lead agents in the forest encroachment and large landowners invest in ranches for livestock production and the cultivation of soybeans.

The conflicts and the coalitions between these different forest users can explain just partly the poor living conditions of the majority of the population and the devastating effect on the remaining forested areas. The dynamics of the forest frontier are also fuelled by underlying causes, which are linked to stakeholders in urban centres with their political and economic influence. Forest dwellers do not only undergo this dominance but also find benefit in this dependence of national and international markets for their products, credit and survival.

Attention will be paid to this field of powerful interests that steers the policy decisions at the different levels and is responsible for the numerous social and political paradoxes. They are retrievable to economic interests of large landowners and shows that this constellation is responsible for blocking a policy change towards sustainable forest use systems as agroforestry, extractivism and sustainable timber extraction. At the same time it reveals that international actions for forest protection should pay more attention to these actors behind the scene.

Christin KOCHER-SCHMID

University of Kent
Canterbury
GRANDE BRETAGNE

The social context and impact of the Vanimo Timber Project.

The Kilimeri Census Division near Vanimo in Sandaun Province of Papua New Guinea was selected as one of APFTs focus areas (SIP - Site Intensif Pluridiscipline) following suggestions by the National Research Institute, 1) to select a declared logging area where logging is imminent and/or ongoing, and 2) considering the EU funds available, to focus on an area where - due to the considerable transport costs - nationally funded researchers have restricted opportunity to carry out research.

The area lies within the Vanimo TRP (Timber Rights Purchase Area), which was defined as early as the mid sixties, and is presently subject to large scale logging operations. The territories of some villages are already logged, others are currently being logged and others again are planned to be logged. The research site thus offers contrasting locations in terms of exposure to and experience with logging operations. The interface of this rural area with the nearest town, Vanimo, has also been included into the research.

Since the beginning of the research project in 1996, a range of national and expatriate scientists have carried out different but related and co-ordinated projects applying different methods to gather data (amongst others: statistical network analysis, rapid rural appraisal, holistic ethnography, ethnobotany, archaeology). Now, towards the end of the research period, results are being drawn together and written up, and first results available. Work reports and first results will be summarised and presented by the co-ordinator, representing the research team.

Marie MELLAC, Georges ROSSI

CNRS-ORSTOM

Bordeaux

FRANCE

Politiques publiques, minorités montagnardes et déforestation au Nord-Vietnam.

En dépit de timides remises en causes récentes, dans toute l'Asie du Sud-Est, les idées dominantes et le discours officiel, considèrent que les pratiques agricoles des minorités montagnardes sont l'une, sinon « la » cause majeure de la déforestation.

Le Vietnam n'échappe pas à cette règle. A travers les vicissitudes d'une évolution politique, économique et sociale particulièrement fertile en événements dramatiques et en changements de caps, le discours des autorités est resté, en la matière, remarquablement constant depuis plus d'un siècle.

Il n'est donc pas inintéressant de se demander comment cette question a été abordée au début de la colonisation puis sous les différents régimes. N'y aurait-il pas eu construction puis pérennisation d'une «réalité subjective», inscrite dans un certain contexte socioculturel, puis perpétuée par les différents pouvoirs, jusqu'à aujourd'hui, pour des raisons différentes mais objectivement convergentes ? Cette image de la réalité qui à travers l'histoire a fondé et fonde encore les politiques d'interventions coïncide-t-elle avec les faits ?

Jean-Michel MARCHETTI

LEGA
Université de Nice
FRANCE**Evénements ENSO 1997-1998, activité anthropique et forêts tropicales.**

L'évènement ENSO (El Niño/Southern Oscillation) 1997-1998 a provoqué à l'échelle planétaire d'intenses perturbations climatiques — en particulier des déficits ou des excès de précipitations suivant les régions et un renforcement de l'activité cyclonique — qui, entre autres incidences, ont ajouté à la dégradation et à l'attrition actuelles des forêts tropicales. De gigantesques incendies, consécutifs aux sécheresses intervenues dans des zones ordinairement humides, ont ainsi dévasté plusieurs centaines de milliers de km², d'abord en Asie du Sud-Est puis en Amazonie. Toutefois, si l'évènement ENSO a effectivement été leur déclencheur, les conditions de leur amplification sont imputables à l'activité anthropique. Les brûlis de défrichement, pratiqués de longue date, ont été considérablement étendus au cours des dernières décennies en vue de convertir de nouveaux territoires en zones de cultures vivrières ou industrielles et en pâturages extensifs. Par ailleurs, les coupes ont été accrues en volume et en fréquence, interdisant parfois la réinstallation de la forêt secondaire. Il en est résulté une fragmentation des massifs forestiers par de véritables couloirs de pénétration des feux en conséquence de la diminution de l'humidité de la végétation et des sols.

Autrement dit, la résonance entre deux phénomènes opérant indépendamment et à des échelles spatio-temporelles différentes a multiplié les points de bifurcation de type catastrophique dans les trajectoires évolutives de ces écosystèmes. Le franchissement de seuils d'irréversibilité doit cependant être envisagé au cas par cas dans la mesure où la régression des forêts tropicales, estimée aujourd'hui à quelques 160 000 Km² par an, progresse différemment suivant les pays et les types de forêts. (a) Si l'évènement ENSO est, en raison de sa récurrence au moins bi-décennale, une composante prévisible bien que variable des régimes de perturbation auxquels ces écosystèmes sont historiquement adaptés, il n'en va pas de même de l'activité anthropique qui, elle, peut modifier diversement ces régimes en des temps très brefs. (b) En second lieu, la résilience des forêts tropicales est loin d'être uniforme. Plus encore que les pluvisylves, comprises entre 10° de latitude N et S où les précipitations dépassent 1 800 mm/an, les hiémisylves sont exposées aux dégradations par suite de leur taux de croissance plus faible et de leur plus grande sensibilité au feu, car installées de par et d'autre de l'équateur entre 10° et 20° de latitude N et S dans des zones où les précipitations sont de 1 000 à 1 800 mm/an et, pour une large part d'entre elles, marquées par une saison sèche prolongée. Quant aux

spinisylves, installées à la limite des zones tropicales et subtropicales arides où les précipitations sont de 500 à 1 000 mm/an, elles sont hautement vulnérables au feu.

Quoiqu'il en soit, ce nouveau pic dans la courbe de la déforestation en zones tropicales, bien que ponctuel, représente plus qu'une simple péricluse. Si la tendance ne s'inverse pas, le cumul des perturbations du cycle de l'eau à l'échelle régionale conduira à une aridification croissante à l'intérieur des terres, avec pour corollaires une dégradation de plus en plus poussée des sols et, finalement, une diminution notable de la biodiversité. A plus grande échelle et à plus long terme, l'attrition continue des forêts se solderait par une augmentation du CO₂ atmosphérique, contribuant ainsi à un éventuel réchauffement global.

Glenn SMITH

CNRS-IRSEA
Aix-en-Provence
FRANCE

The migrant as Development pioneer and destructive interloper : the case of South Sumatra's forests.

The Indonesian forest fires of 1997, which blanketed much of the region in smoke, were a telling reminder of how fragile tropical forests are. The disaster has been tied to the land-clearing activities of indigenous farmers, migrant planters, or industrial and logging concerns, interacting with the El Niño weather phenomenon.

In Indonesia, migrants to forested areas have long been associated with deforestation, soil erosion, and other forms of environmental degradation. Like industrial concerns, their actions are concentrated in specific land clearings, thus are more noticeable than those of indigenous agriculturalists. Insofar as criticizing the activities of the well-connected forestry corporations is virtually taboo in Indonesia, the lowly migrants provide a convenient scapegoat for environmental problems, a paradox in a country that has one of the world's most ambitious resettlement programs to encourage migration to areas of low population density.

South Sumatra is one such area. Much of its original forest cover has been transformed for agricultural purposes by generations of Javanese and other migrants. The paper deals with the motivations of migrants to South Sumatra, the communities they have created there, and their impact on the environment. Attention is paid to the political and economic context in which migration strategies are forged. The paper argues that recent forest management policies, concerning land tenure and reserve creation, for example, discourage the development of sustainable migrant communities, and encourage migrants to pursue short-term and environmentally-costly strategies.

Muriel CHARRAS

Lasema-CNRS

Paris

FRANCE

Déprise de la gestion de l'espace par les populations locales et conséquences sur la forêt : l'abolition des marga dans l'arrière pays de Palembang, Sumatra Sud.

Le système des subdivisions dénommées "marga" relève d'une organisation très ancienne des territoires traditionnels dans l'aire culturelle du sud de Sumatra qui fut formalisée en entités administratives à part entière par le gouvernement colonial néerlandais.

Dans la période récente, du fait des mutations considérables des modes d'utilisation du sol, de l'apparition de nouveaux intérêts économiques et sociaux que représentent l'industrie forestière, le développement des plantations industrielles et la transmigration, et du fait de la pression démographique de plus en plus forte des populations locales et immigrées, les margas sont peu à peu apparues comme les éléments perturbateurs d'une gestion étatique de l'espace ; abolies en 1982, leur disparition ne suscita que peu de réactions. Les priorités de l'État en matière économique, désormais appliquées sans entraves, ont abouti à un important développement des surfaces en plantations et en concessions forestières et à un essor considérable de la spéculation foncière liée à ces utilisations. Considérée dans la durée, la suppression des margas - et, ailleurs dans l'île, des autres subdivisions de l'espace d'inspiration traditionnelle - initie de la sorte le processus conduisant aux gigantesques incendies de forêt qui ont récemment embrasé Sumatra.

Frédéric DURAND

Université Toulouse II
FRANCE

Gestion et aménagement des forêts tropicales, quelques leçons tirées des incendies de forêts en Indonésie.

En 1997/98, les incendies de forêts en Indonésie ont défrayé la chronique, avec des superficies forestières détruites évaluées à plus d'un million d'hectares et des fumées perturbant le trafic aérien et maritime à plusieurs centaines de kilomètres des foyers.

Ce désastre, souvent présenté par les médias comme un phénomène nouveau, est en fait la répétition de catastrophes qui ont eu lieu au moins tous les trois ou quatre ans depuis 1982/83, période au cours de laquelle plus de trois millions d'hectares de forêts avaient brûlé en Indonésie et en Malaisie.

Ces séries d'incendies, dont l'ampleur a régulièrement été minimisée par les autorités nationales, sont concomitantes de manifestations de l'oscillation pacifique El Nino. Ce dernier phénomène, qui existe depuis au moins plusieurs siècles, ne suffit toutefois pas à expliquer l'importance des destructions. Ce sont en réalité les modes de gestion des forêts, et notamment les formes d'exploitation non durables, qui apparaissent comme les causes structurelles de ces dégradations.

Session 4

**Démographie et structures sociales
des populations forestières**

Pierre LEMONNIER

APFT CNRS CREDO

Marseille

FRANCE

Se montrer partout. Organisation sociale et "semi-nomadisme" chez les horticulteurs forestiers Ankave-Anga (Papouasie-Nouvelle-Guinée).

Les 900 Ankave sont des montagnards horticulteurs et chasseurs du centre de la PNG (Gulf Province). Bien qu'originaires des hautes terres, dont ils conservent le type d'organisation sociale - structure clanique, initiations masculines, tenure foncière, antagonisme hommes/femmes -, ils ont développé depuis plusieurs centaines d'années des modes d'exploitation originaux d'un territoire presque exclusivement forestier qui recouvre trois grandes zones écologiques : chasse et collecte dans la forêt d'altitude (jusqu'à 3000 m), jardins "collectifs" à rotation lente en moyenne montagne (800 à 1400 m), essarts isolés, pêche, chasse et collecte dans les basses terres (jusqu'à 400 m d'altitude).

Pour ce faire, ils pratiquent un "semi-nomadisme" qui conjugue deux cycles de déplacements, dans un rayon d'une journée de marche autour de hameaux "permanents" situés vers 1100 m d'altitude (et le plus souvent inhabités). L'un annuel, leur fait parcourir l'ensemble des trois zones au gré de la maturation des fruits de plusieurs espèces d'arbres "sauvages" (*Pandanus conoideus*, *Pandanus julianetti*, *Pangium edule*, *Artocarpus altilis*, *Terminalia kaernbachii*), de leurs besoins en matières premières (écorces de *Ficus*), en poisson (piégeage des anguilles), ou, tout simplement, de leur désir d'isolement dans un campement provisoire. L'autre pluri-annuel, concerne l'établissement des jardins principaux, ceux où l'on s'approvisionne pendant environ trois ans en patates douces, maïs, "taros", bananes, cannes à sucre et légumes à feuilles.

Jusqu'à la brutale rencontre avec l'Etat (au début des années 1960), à ces deux mouvements s'en ajoutait un troisième - géographico-politique et très lent, celui-là -, qui voyait chaque nouveau groupe (ou clan) arrivé dans une vallée ankave se faire progressivement repousser vers les basses terres, jusqu'au moment où, malaria et vendetta aidant, il n'en restait plus "que le nom". Avec la diminution des conflits violents, les clans les moins nombreux ne sont plus physiquement menacés mais les stratégies d'occupation des territoires claniques demeurent, qui consistent à se montrer aux quatre coins d'une immense étendue de forêt (la densité de population est localement de l'ordre de 0,5 hab/km²) et à y réactiver des droits d'usage par l'entretien des marqueurs de propriétés (*pandanus*, *cordylines*) et, surtout, par la remise en culture de parcelles exploitées 25 ou 30 ans auparavant. Il en résulte une exploitation apparemment équilibrée - au cours de laquelle

la forêt repousse à tout coup, à l'exception de quelques langues de savanes sans cesse occupées au cours des siècles du fait de leur situation stratégiquement favorable - et une entente sociale telle que les Ankave présentent au monde extérieur un front suffisamment uni pour décourager les tentatives d'installation de "colons" des tribus anga des hautes terres de l'est que la surpopulation relative des zones de savanes pousse, aujourd'hui comme hier, vers le pays ankave.

L'exposé détaillera le cycle annuel d'une famille (en 1987) et les établissements successifs d'une autre (trois hommes adultes) entre 1985 et 1998.

Léon Konande MUDUBU, Eliwo AKOTO

IFORD
Yaoundé
CAMEROUN

Daniel BLEY

CNRS/ Université de la Méditerranée
Marseille
FRANCE

Typologie des ménages dans la Boucle du Ntem (Sud-Cameroun).

Nous présentons une analyse de la structure des ménages provenant du recensement de 13 villages de la Boucle du Ntem (Sud Cameroun), réalisé dans le cadre du programme européen Avenir des Peuples des Forêts Tropicales, de juillet 1996 à mars 1998.

La partie méthodologique décrit succinctement le questionnaire «ménage» et ses différents modules. Nous définirons la terminologie utilisée pour parler du ménage, du résident présent ou absent et du mariage.

La population de la zone est estimée à 1.894 résidents (présents et absents) dont 52% de femmes. Elle se compose de 261 ménages. Les ménages de la zone comportent 7,3 personnes en moyenne. Neuf chefs de ménage (CM) sur dix sont des hommes. Les femmes chefs de ménage sont en général veuves. Le statut de chef de ménage est le plus souvent réservé aux personnes âgées qui ne sont pas célibataires.

En dressant une typologie des ménages basée d'une part sur le statut matrimonial du CM et la dimension de la famille, et d'autre part sur les différents liens de parenté entre les membres du ménage, on observe que 21,6% des ménages sont nucléaires et 42% des ménages étendus. Les ménages ne comprenant qu'une personne sont rares dans la zone (9%) et concernent les personnes divorcées. Rares également sont les ménages du type monoparental, environ un ménage sur dix. Notre étude met en évidence que les ruptures d'union et le remariage semblent très fréquents dans cette partie du Sud Cameroun. Parmi les ménages étendus, presque un sur deux comporte plus d'un noyau familial.

Catherine MOLINES

Laboratoire de Santé Publique
Université de la Méditerranée
Marseille
FRANCE

Hélène PAGEZY

CNRS-
Université de la Méditerranée
Marseille
FRANCE

Fécondité et mortalité dans la région du Ntem : ce qui a changé en 5 décennies.

Les indicateurs démographiques, qui définissent une population à un moment donné de son histoire, permettent de percevoir les tendances évolutives de cette population, en particulier en comparant les mêmes indicateurs à des périodes différentes.

A partir du travail que nous avons mené dans le cadre du programme APFT (volet démographie, région du Ntem au Sud Cameroun), nous proposons d'analyser les variations au cours des 5 dernières décennies de certains indicateurs (fécondité, mortalité).

Un corpus de 325 femmes pubères âgées de 15 ans et plus a été réuni dans 14 villages Ntumu et Mvae de la vallée du Ntem au cours des mois de février 1997 et 1998.

Une enquête rétrospective séquentielle (événement par événement selon l'ordre chronologique) concernant les différentes étapes de leur vie génésique.

L'évolution des indicateurs utilisés (augmentation de la fécondité, diminution des différents types de mortalité : néonatale, infantile, infanto-juvénile) est en cohérence avec les changements du contexte socio-sanitaire. En revanche elle va à l'encontre de l'existence d'une relative stabilité de la densité de population dans la région Sud du Cameroun. Celle-ci ne peut donc s'expliquer qu'en tenant compte du phénomène migratoire.

William S. ABRUZZI
Quakertown
USA

Population pressure and Mbuti Pygmy adaptation in the Ituri forest.

Several distinguishing features have characterized Mbuti Pygmy adaptation to the Ituri Forest in eastern Congo (formerly Zaire). The most notable of these is the differentiation of the Mbuti into two distinct economic divisions: net-hunters and archers.

This paper suggests that this economic division represents the differential response of different segments of the Mbuti population to the invasion of the Ituri Forest by non-Mbuti populations and to the distinct population/resource relationships that these disruptions have had on local Mbuti populations in different parts of the Ituri Forest.

Session 5

**Relations ville-forêt :
mobilités des produits
et des hommes**

Florence PINTON

Université Paris 10 LADYSS

Nanterre

FRANCE

Laure EMPERAIRE

ORSTOM - MNHN

Paris

FRANCE

Le désenchantement du manioc : stratégies agricoles et commerciales autour du manioc en Amazonie brésilienne.

En Amazonie centrale comme en Amazonie orientale, les populations rurales tendent à s'intégrer chaque fois davantage à l'économie de marché. L'un des principaux produits vecteur de cette intégration est la farine de manioc. Selon les contextes économiques, sa production répond à des logiques spécifiques tandis que les pratiques et les connaissances qui sous-tendent cette production ont souvent des ancrages socio-culturels. Sur le rio Negro, la farine de manioc, base de l'alimentation, est produite à l'origine dans le cadre d'activités de subsistance par les populations amérindiennes ou métissées. Elle prend aujourd'hui progressivement le relais des produits extractivistes dont le commerce est en déclin et hérite de leurs modalités d'échange connues sous le nom de "aviamento".

La demande croissante en farine, consécutive au développement des pôles urbains, n'altère guère les modes traditionnels de production du manioc, en particulier les dynamiques sociales liées à une diversité variétale élevée. Sur le front de colonisation de la région d'Altamira, la production de farine de manioc s'insère dans des stratégies familiales dont les dynamiques reposent sur un principe d'accumulation. Elle est souvent présente dans les premières étapes de l'installation des migrants, d'origine géographique variée. Elle peut ultérieurement devenir une composante plus ou moins privilégiée d'un système de production fondé sur l'extension des pâturages et l'acquisition de bétail, évolution inféodée aux fluctuations du marché et aux politiques agricoles nationales et locales. La diversité variétale sur laquelle s'appuie la production de farine est réduite mais la demande urbaine, très hétérogène, stimule la production d'une grande diversité de produits issus du manioc.

Ainsi, à partir d'une approche comparative entre deux situations contrastées en milieu forestier, nous nous interrogeons sur les dimensions sociale, économique et écologique de cette culture à l'échelle de l'unité familiale. Les conséquences qui en résultent en termes d'utilisation de l'écosystème forestier et de vulnérabilité des ressources génétiques sont analysées. Les relations d'interdépendance avec les pôles urbains, qui renvoient aussi à des constructions sociales et politiques spécifiques à chaque région dont rend bien compte la configuration locale du marché des dérivés du manioc, sont aussi mises en évidence.

Theodore TREFON

APFT-ULB
Bruxelles
BELGIQUE

Pourquoi les villes "bouffent"-elles la forêt en Afrique centrale ?

L'avenir de la forêt tropicale dans le Bassin du Congo se joue en ville. Les citadins ont un besoin vital de la forêt mais utilisent ses ressources d'une manière peu compatible avec un développement durable. Ils procèdent au déboisement pour construire des habitations, exploiter les champs, et pour satisfaire à leurs besoins en bois de chauffe et en bois d'oeuvre. Le bois, le gibier et beaucoup d'autres produits forestiers non-ligneux (PFNL) sont utilisés quotidiennement. Il en résulte une perte importante de la biodiversité. Toute une série de facteurs démographiques, socio-économique, culturels et politiques influencent le recours aux produits forestiers.

Olivier BERNARD

CNRS/Université de la Méditerranée
Marseille
FRANCE

Mesure et perception de la malnutrition dans une population d'enfants de 0 à 6 ans du Sud Cameroun.

La malnutrition de l'enfant au Cameroun a fait l'objet de nombreux travaux. Si les différents auteurs s'accordent sur une prévalence du retard statural selon les indicateurs de Waterlow de 30%, et une prévalence de l'émaciation de 3 à 8 % entre 0 et 4 ans, peu d'études se sont attachées à situer précisément ces phénomènes dans le temps, et à en étudier la perception par la population.

L'enquête a été réalisée en février et mars 1998 dans le Sud Cameroun à la frontière Gabon-Guinée Equatoriale au niveau de la boucle du fleuve Ntem. Les mesures anthropométriques ont été effectuées chez tous les enfants de 0 à 6 ans (151 garçons et 146 filles) selon les recommandations du Programme Biologique International. Les valeurs de poids et taille sont exprimées en score de déviation standard par rapport aux références Nord Américaines du NCHS. Les indicateurs utilisés sont ceux proposés par Waterlow. La perception de la malnutrition a été étudiée au travers d'entretiens semi directifs soit individuels soit en petits groupes jusqu'à saturation des informations.

Résultats anthropométriques

La prévalence dans la population totale est

- Retard statural (T/A < 2 DS): 31,6 %
- Emaciation (P/T < 2 DS): 3,6 %

L'analyse en fonction de l'âge permet de constater que le retard statural est présent dès 12 mois et se maintient pour les classes d'âge suivantes, avec même une tendance à l'accentuation du phénomène après 48 mois. Par ailleurs, on observe une évolution parallèle entre cet indicateur et l'incidence de la splénomégalie.

L'émaciation est un phénomène plus limité à la classe d'âge 12-24 mois (14,3%), avec une incidence maximale à 18 mois ce qui correspond à la période du sevrage.

Nous nous trouvons donc en présence de deux phénomènes

- un état de malnutrition relativement aigu autour de la période du sevrage pour lequel, il est difficile de faire la part entre les facteurs alimentaires sanitaires et psychoaffectifs
- un état de malnutrition chronique débutant vers le 6 ème mois et se maintenant par la suite dont le déterminisme est essentiellement infectieux.

L'analyse du lien entre ces deux phénomènes ne nous a pas permis de trouver de corrélation entre les indicateurs de

retard statural et pondéral entre neuf et trente six mois ($r = 0,0286$ pas de corrélation significative pour $n = 127$). Il n'est cependant pas possible d'affirmer qu'il s'agisse de deux phénomènes distincts ayant chacun un déterminisme propre.

Résultats perception

Nous nous sommes attachés à étudier la perception et les représentations du phénomène de malnutrition aigu mis en évidence par l'étude quantitative.

Notre étude a ainsi permis de rattacher certains symptômes de la malnutrition à une entité traditionnelle, adjap. Les registres étiologiques proposés ne sont pas propre à la société étudiée, et se réfèrent à des normes sociales et des représentations du corps et de la procréation que l'on retrouve dans d'autres régions d'Afrique. Le déséquilibre présenté par l'enfant est associé à une déviance sociale (la rupture de l'interdit sexuel du post-partum) et non à un trouble de l'alimentation. L'intégration de ces schémas explicatifs avec les changements actuellement observés dans la société, ont permis de mettre en évidence des méthodes de contournement (usage du préservatif et pratique du coït interrompu) qui tout en « préservant l'enfant » attestent d'une modification des comportements en manière de gestion de la sexualité dans ces sociétés de forêt.

Francis PRYDE-GALEGA

HEVECAM
Kribi
CAMEROUN

La trypanosomiase, cause d'instabilité de la population de Campo au Cameroun.

C'est à partir de 1910 que sont signalés les premiers cas de trypanosomiase humaine africaine (T.H.A) au Cameroun. En 1930, les principaux foyers endémiques sont identifiés, surtout à l'extrême nord du Cameroun et en zone forestière au sud, en particulier dans la zone de Campo.

Campo est une petite ville côtière de la grande forêt équatoriale, située à l'embouchure du fleuve Ntem qui serpente à l'extrême sud du pays et sert de frontière avec le pays voisin, la Guinée Equatoriale.

Campo est un foyer d'endémie historique de la maladie du sommeil. La trypanosomiase, longtemps connue par les populations comme l'esprit maléfique du fleuve (appelé Djengu), et la lutte tardive, timide et unilatérale contre le développement de la maladie, furent les principaux éléments de l'instabilité de la population de la ville.

La situation est aujourd'hui bien connue et la lutte contre la trypanosomiase, en s'appuyant sur des campagnes de prévention et une surveillance épidémique, a permis de maintenir une faible endémicité et ainsi d'offrir des conditions favorables à l'accroissement démographique de la ville de Campo (5557 habitants en 1997).

Toutefois, la situation reste préoccupante et la surveillance ne doit pas se relâcher, car le voisin de l'autre côté du fleuve Ntem semble ne pas fournir le même effort dans la lutte contre la maladie du sommeil.

Alain FROMENT

ORSTOM-ERMES

Orléans

FRANCE

Parasites intestinaux et gradient climatique au Cameroun.

L'étiologie et la pérennisation de la malnutrition chronique sévissant en Afrique tropicale sont des problèmes relevant de la méthodologie de l'écologie humaine, où disponibilités des ressources, pratiques culturelles, contraintes sanitaires et facteurs génétiques fonctionnent selon un système d'interactions réciproques en déséquilibre. A partir de recherches faites au Cameroun, pays d'une grande diversité climatique et en comparant la savane et la forêt, on montre que la malnutrition infantile présente des prévalences comparables, mais des expressions et une causalité différentes. La morphologie des adultes, d'origine en partie génétique, n'est pas la même dans les deux milieux : bréviligne en forêt (les Pygmées en étant la limite extrême), et longiligne en savane. Chez les enfants, cette polarisation trouve son équivalent dans la répartition du déficit pondéral (*wasting*) et du retard de croissance en taille (*stunting*) des enfants, ceux des zones sèches étant plus grands et plus maigres que ceux des zones pluviales.

La pression des maladies, et le stress de la saisonnalité, jouent un rôle majeur dans cette genèse, mais dans deux sens différents selon la région. En zone humide il existe une disponibilité alimentaire forte et diversifiée, avec de faibles variations saisonnières, mais aussi une prévalence élevée de maladies parasitaires débilitantes (paludisme, helminthiases intestinales), alors que c'est l'inverse en zone sèche. On montre, en particulier, une corrélation inverse très étroite entre la latitude et la prévalence de la trichocéphalose, helminthiase intestinale bénigne mais constituant un bon indicateur de la pollution fécale. La prévalence de cette parasitose passe de 2% à l'Extrême-Nord du Cameroun (12° Nord), à 95% près de l'Equateur. Les chiffres concernant l'ascaridiose vont dans le même sens. Il en résulte des conséquences fonctionnelles importantes sur la santé et la capacité de travail. Ainsi, l'anémie ferriprive est, paradoxalement, significativement plus répandue chez les pêcheurs et les chasseurs de forêt, pourtant privilégiés sur le plan de l'apport en protéines animales, que chez les agriculteurs quasi végétariens de la savane.

La lutte contre la malnutrition requiert par conséquent des stratégies différentes dans les deux zones : médicale et orientée vers un meilleur assainissement en forêt, agronomique avec une amélioration quantitative et qualitative de la ration en savane. De nouveaux contextes environnementaux tels que l'urbanisation rapide, doivent

aussi être considérés avec beaucoup plus d'attention que par le passé, avec l'émergence d'une pathologie citadine jusqu'alors méconnue.

Gérard SALOMONE

Saint-Gilles-les-bains
LA REUNION

Le pian chez les pygmées du Nord-Congo : campagnes de traitement effectuées par l'association TMC entre 1991 et 1995. Un observatoire de la santé des Pygmées est-il concevable ? Le pian est-il un indicateur de discrimination ?

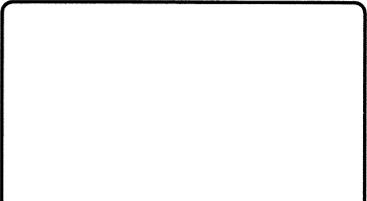
Le pian est une tréponématose endémique et défigurante, atteignant en premier lieu les enfants des régions tropicales et sub-tropicales. Cette affection due à *treponema* pertenu est hyperendémique chez les Pygmées d'Afrique centrale.

L'association TMC (Technologie Médicale et Coopérations, 211, rue Raimu, La Garde 86220) a effectuée de 1992 à 1995 des campagnes de traitement, en collaboration avec les missionnaires catholiques de la région et le Service des Grandes endémies, chez les Pygmées du Nord-Congo, le long de l'Oubangui, des rivières Motaba et Ibenga et au Nord d'Epéna, sur la terre des Kabunga. Elle a mis en évidence une prévalence clinique supérieure à 30% chez les Pygmées examinés. 10 000 cas et contacts ont été traités. La guerre a interrompu le déroulement des tournées.

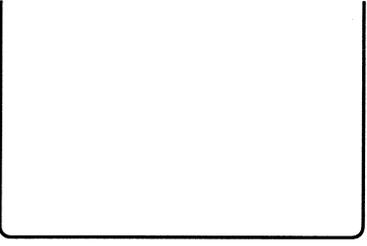
Cette expérience a soulevé nombreuses questions : rôle de l'écosystème, des migrations, des relations Pygmées-Bantous, absence de recensement des populations, antagonismes ethniques, marginalisation de l'hinterland congolais, volonté assimilationniste du pouvoir, adaptation des campagnes de masse à cette endémie et à cette ethnie...

Pour répondre ces questions l'association propose la constitution d'un Observatoire de la santé des Pygmées comprenant des spécialistes de médecine tropicale, des ethnologues, des juristes au fait des problèmes de droit des peuples tribaux, des historiens... Cet observatoire coordonnerait, sur le terrain, un réseau de surveillance et de soins chez les populations pygmées.

Le pian, indicateur de régression des soins de santé primaires, peut-il être un indicateur de discrimination?



**Adresses
des intervenants**



ABRUZZI William-S.

28, N. Ambler St.
Quakertown, PA 18951
USA
Tél. 215 538 9686
Fax. 610 821 3532
wsa1@psu.edu

AKOTO Eliwo Mandjale

IFORD B.P.1556
Yaoundé
CAMEROUN
Tél 00 237 22 24 71
Fax. 00 237 22 67 93

ANGOUE Claudine-Augée

APFT/ECOFAC-GABON
B.P. 15115
Libreville
GABON
Tél. 00 241 73 23 43
Fax. 00 241 73 23 45
apft@ulb.ac.be

BAHUCHET Serge

LACITO-CNRS
44, avenue de l'Amiral Mouchez
75014 Paris
FRANCE
Tél. 01 45 89 76 55
Fax. 01 45 80 59 83
bahuchet@vjf.cnrs.fr

BALAC Ronan

7 rue du Lendemain
95800 Cergy-Le-Haut
FRANCE
Tél. 01 34 32 17 33
balac@bondy.orstom.fr

BAUDOT Patrick

Laboratoire Population Environnement
Université de Provence
Centre St Charles CP 10
13331 Marseille Cedex
FRANCE
Tél 04 91 10 64 83
Fax 04 91 08 30 36
lpe@newsup.univ-mrs.fr

BERNARD Olivier

5, rue Jean de Bernardy
13001 Marseille
FRANCE
Tél. 04 91 62 45 57
Fax. 04 91 32 45

BLEY Daniel

UMR 6578CNRS-Université de la Méditerranée
27, bd Jean Moulin
13385 Marseille Cedex 5
FRANCE
Tél. 04 91 32 45 79
Fax. 04 91 32 45 85
Daniel.Bley@medecine.univ-mrs.fr

BRUN Bernard

Laboratoire Population Environnement
Université de Provence
Centre St Charles CP 10
13331 Marseille Cedex
FRANCE
Tél 04 91 10 57 18
Fax 04 91 08 30 36
lpe@newsup.univ-mrs.fr

BRUNOIS Florence

CREDO-APFT
Domaine de Saint Estève
13410 Lambesc
FRANCE
Tél. 04 42 57 04 33
Fax. 04 42 21 66 44

CARRIERE Stéphanie

LACITO-CNRS
44, avenue de l'Amiral Mouchez
75014 Paris
FRANCE
Tél. 01 40 38 44 39
scarrier@cefe.cnrs-mop.fr

CHARRAS Muriel

LASEMA-CNRS
22, rue d'Athènes
75009 Paris
FRANCE
Tél. 01 42 81 05 11
Fax. 01 46 07 88 33
charras@ext.jussieu.fr

CLEUREN Herwig

Centre of environmental studies
P.O. Box 9518
2300 RA Leiden
HOLLANDE
Tél. 31 71 527 74 69
Fax. 31 71 527 74 96
cleuren@rulcm1.leidenuinv.nl

COGELS Serge
APFT /ULB,
Centre d'Anthropologie Culturelle,
44 av. Jeanne,
1050 Bruxelles
BELGIQUE
Tél. 00 322 242 7231
apft@sdncmr.undp.org

DELMONT Jean
Hôpital Houphouët Boigny
416, chemin Madragueville
13008 Marseille
FRANCE
Tél. 04 91 96 89 55
Fax. 04 91 96 89 80

De MARET Pierre
ULB Centre d'Anthropologie Culturelle
44 ave Jeanne
1050 BRUXELLE
Tél 00 32 26 50 43 38
Fax 00 32 26 50 43 37
Aweis@pop.ul.ac.be

DILUMBU Irène
Laboratoire d'Anthropologie et
de Démographie génétique - Université Bordeaux 2
3 ter Place de la Victoire
33076 Bordeaux Cedex
FRANCE
Maryse.Gaimard@anth-dem-genetiques.u-bordeaux2.fr

DOUNIAS Edmond
ORSTOM Yaoundé
85 rue de la Planche
45 590 St Cyr en Val
FRANCE
Tel 02 38 63 31 71
madonis@sdncmr.undp.org

DURAND Frédéric
Université Toulouse II Le Mirail
Département de Géographie et Aménagement
5, allée Antonio Machado
31058 Toulouse Cedex 1
FRANCE
Tél. 05 61 50 37 05
Fax. 05 61 50 44 41
durand@mail.univ-tlse2.fr

ELLIS David-M.
Eliot College , Dept of Anthropology
University of Kent
Canterbury CT2 7 NS
ENGLAND
Tél. 00 44 12 27 764 000
Fax. 00 44 12 27 827 289
dmel@ukc.ac.uk

EMPERAIRE Laure
ORSTOM - MNHN
Laboratoire d'ethnobiologie
57, rue Cuvier
75005 Paris
FRANCE
Tél. 01 40 79 36 61
Fax. 01 40 79 38 15
emperair@club-internet.fr

FLEURY Mary
Laboratoire d'Ethnobiologie - Biogéographie
Muséum National d'Histoire Naturelle
57, rue Cuvier
75231 Paris Cedex 05
FRANCE
Tél. 01 40 79 36 75
Fax. 01 40 79 38 15
fleury@cimrs1.mnhn.fr

FRIEDBERG Claudine
APSONAT - CNRS/MNHN
57, rue Cuvier
75231 Paris Cedex 05
FRANCE
Tél. 01 40 79 34 25
Fax. 01 40 79 36 69
urasecrt@cimrsl.mnhn.fr

FROMENT Alain
Laboratoire ERMES ORSTOM
5, rue du Carbone
45072 Orléans Cedex 2
FRANCE
Tél. 02 38 49 95 26
Fax. 02 38 49 95 34
Alain.Froment@orleans.orstom.fr

GAIMARD Maryse
Laboratoire d'Anthropologie et
de Démographie génétique
Université Bordeaux 2
3, ter Place de la Victoire
33076 Bordeaux Cedex FRANCE
Tél. 05 56 92 82 17
Fax. 05 56 92 55 64
Maryse.Gaimard@anth-dem-enetiques.u-ordeaux2.fr

GALEGA Francis Pryde
HEVECAM Plantation de la NYE'ETE
B.P. 174
Kribi
CAMEROUN
Tél. 00 237 46 19 19/18 30
Fax. 00 237 43 06 49

GAMI Norbert
APFT ECOFAC-GABON
B.P. 15115
Libreville
GABON
Tél. 241 73 23 43 ou 73 23 44
Fax. 241 73 23 45

GRANDCHAMP FLORENTINO Laurence
2, rue Collin Mamet
78530 Buc
FRANCE
Tél. 01 39 56 60 51
Fax. 01 39 56 06 72
laurence.granchamp@wanadoo.fr

GRELAND Françoise et Pierre
Laboratoire ERMES
ORSTOM - Technoparc
5, rue du Carbone
45072 Orléans Cedex 2
FRANCE
Tél. 02 38 49 95 39
Francoise.Grenand@orleans.orstom.fr

IOVEVA Kornelia
APFT - Cameroun
B.P. 1857
Yaoundé
CAMEROUN
apft@sdncmr.undp.org

ISTRIA Jacques
IDS Hôtel Dieu
6, place Daviel
13224 MARSEILLE Cedex 2
FRANCE
Tél. 00 55 92 471 12 78
Fax. 00 55 92 471 12 78

JIMENEZ Floréal
Ecole d'Architecture de Bretagne
44, bd de Chézy
35000 Rennes
FRANCE
Tél. 02 99 29 68 00
Fax. 02 99 30 42 49
ecole.archi-bretagne@wanadoo.fr

KLAPPA Stefanie
Krisa Village
PO Box 172
Vanino Sandaun
PAPOUASIE NOUVELLE GUINÉE
Tél. 00 44 12 27 764000
Fax. 00 44 12 27 827 289
aska@ukc.ac.uk

KOCHER-SCHMID Christin
APFT - Pacific Coordinator
Eliot College , University of Kent
Canterbury CT2 7NS
GRANDE BRETAGNE
Fax. 44 1227 827 289
C.Kocher@ukc.ac.uk

LECLERC Christian
56, bd de Reuilly
75012 Paris
FRANCE
Tél. 01 43 07 78 58
leclerc@u-paris10.fr

LEMONNIER Pierre
CREDO - CNRS-EHESS - Université de Provence
2, rue de la Charité
13002 Marseille FRANCE
Tél. 04 91 14 07 87
Fax. 04 91 14 07 88
pierre.lemonnier@ehess.cnrs-mrs.fr

MALEY Jean
Institut des Sciences de l'Evolution
CNRS - Université Montpellier 2
34095 Montpellier Cedex 5
FRANCE
Tél. 04 67 54 08 28
Fax. 04 67 04 20 32
jmaley@isem.univ-montp2.fr

MANUSSET Sandrine
1, rue des Hauts de Sérignac
19360 Malemort
FRANCE
Tél. 05 55 92 92 07
Fax. 04 42 21 13 31
Castel@Cayenne.orstom.fr

MARCHETTI Jean-Michel
LEGA, Université de Nice
98, bd Edouard Herriot
B.P. 209
06204 Nice Cedex 3 FRANCE
Tél. 04 93 37 55 46
Fax. 04 93 37 55 45
marchett@unice.fr

McKEY Doyle

CEFE - CNRS -Université Montpellier 2
Route de Mende
34293 Montpellier Cedex 5
FRANCE
Tél. 04 67 61 32 32
Fax 04 67 41 21 38
McKey@cefe.cnrs-mop.fr

MELLAC Marie

REGARDS -CNRS-ORSTOM
B.P 200
33405 - Talence Cedex
FRANCE
mmellac@netnam.vn

MICHON Geneviève

ORSTOM - ICRAF SEA
B.P 161 Bogor
16001 INDONESIA
Tél. 62 251 625415
Fax. 62 251 625416
gmichon@cgnet.com

MILOL Adonis

APFT Cameroun
B.P. 1857
Yaoundé
CAMEROUN
Tél. 00 237 20 95 02
madonis@sdncmr.undp.org

MOLINES Catherine

Laboratoire de Santé Publique
Université de la Méditerranée
27, bd Jean Moulin
13385 Marseille Cedex 5
FRANCE
Tél. 04 91 76 03 75

MUDUBU Konande Léon

IFORD
B.P 1556
Yaoundé
CAMEROUN
Tél. 00 237 22 24 71
Fax. 00 237 226 793

MONLEAU Claude

IUP Entes
Université de Provence
Centre St Charles CP 10
13331 Marseille Cedex
FRANCE

OUHOUD-RENOUX François

APFT/ORSTOM
B.P 165
97300 Cayenne
GUYANNE FRANCAISE
Ouhoudr@Cayenne.orstom.fr

PAGEZY Hélène

UMR 6578CNRS-Université de la Méditerranée
27, bd Jean Moulin
13385 Marseille Cedex 5
FRANCE
Tél. 04 91 32 45 42
Fax. 04 91 32 45 85
Helene.Pagezy@medecine.univ-mrs.fr

PASQUET Patrick

CNRS Laboratoire d'Anthropologie Biologique
Université Paris 7
2, place Jussieu Tour 16
75005 Paris
FRANCE
Tél. 01 44 27 60 67
Fax. 01 44 27 69 72
apft@sdncmr.undp.org

PINTON Florence

LADYSS - Université Paris 10 Bât. K
92001 Nanterre Cedex
FRANCE
Tél. 01 40 97 73 52 ou 78 06
Fax. 01 40 97 71 55
Florence.Pinton@u-paris10.fr

ROSSI Georges

REGARDS -CNRS-ORSTOM
B.P 200
33405 - Talence Cedex
FRANCE
Tél. 05 56 84 68 52
Fax. 05 56 84 68 55
rossi@regards.cnrs.fr

SALOMONE Gérard

Ilot bleu , Astrolabe 10
97434 St Gilles les bains
FRANCE
Tél. 02 62 24 04 02
Fax. 02 62 24 25 83
gerardsalomone@minitel.net

SELLATO Bernard

IRSEA - CNRS
389, avenue du Club Hippique
13084 Aix-en-Provence
FRANCE
Fax. 04 94 59 86 35
bernard.sellato@hol.fr

SMITH Glenn

IRSEA - CNRS
14, chemin de la petite brûlière
13330 Péliissanne
FRANCE
Tél. 04 90 55 41 66
Fax. 04 42 20 82 10
bouvier@romarin.univ-aix.fr

STRICKLAND Simon

University College et London School of Tropical
Medicine and Hygiene
LONDRES
simon.strickland@shtm.ac.uk

TREFON Theodore

APFT - Belgique
ULB - Centre d'Anthropologie Culturelle
CP 124 - 44, avenue Jeanne
1050 Bruxelles
BELGIQUE
Tél. 32 2 650 3798
Fax. 32 2 650 4337
ttrefon@ulb.ac.be

TZERIKIANTZ Fabienne

CREDO/APFT
2, rue de la Charité
13002 Marseille
FRANCE
Fax. 00 678 36 355
provansa@ehess.cnrs-mrs.fr

VERNAZZA-LICHT Nicole

UMR 6578 CNRS -Université de la Méditerranée
27, bd Jean Moulin
13385 Marseille Cedex 5
FRANCE
Tél. 04 91 32 45 42
Fax. 04 91 32 45 85

WESSING Robert

Faculty of Social Sciences
Dept. of Cultural Anthropology
B.P 9555
2300 RB Leiden
PAYS-BAS
Tél. 71 527 5349
Fax. 71 527 3619
Wessing@rulfsw.leidenuniv.nl

